

LUTTE DE CLASSE

Union communiste internationaliste (trotskyste)

Niger: l'engrenage de la guerre



- **Violences policières et violences urbaines**
- **La guerre de Poutine**
- **L'impérialisme français et l'Indopacifique**
- **Mexique**
- **Les frères Bonneff**

Au sommaire de ce numéro

Niger : l'engrenage de la guerre	1
Violences policières, violences urbaines : les symptômes d'une société condamnée	7
Russie : la guerre de Poutine en Ukraine et contre son propre peuple	12
L'impérialisme français et sa politique indopacifique	19
Mexique : la prochaine "transformation" sera l'œuvre des travailleurs	27
Les frères Bonneff, reporters de la cause ouvrière	34

La liste des librairies vendant *Lutte de classe* est disponible sur notre site www.lutte-ouvriere.org

Abonnements pour un an (8 numéros)

Plis ouverts

- France, DOM-TOM 18 €
- DOM-TOM, par avion 20 €
- Monde 25 €

Plis fermés

- France, DOM-TOM 40 €
- DOM-TOM, par avion 45 €
- Monde (lettre prioritaire) 45 €

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement à :

Lutte ouvrière — CCP Paris 26 274 60 R 020

IBAN FR28 2004 1000 0126 2746 0R02 087 — BIC PSSTFRPPPAR

Qui sommes-nous ?

La revue mensuelle *Lutte de classe* est éditée par l'Union communiste (trotskyste), plus connue sous le nom de son hebdomadaire, *Lutte ouvrière*.

Lutte ouvrière est une organisation communiste, révolutionnaire et internationaliste. Elle est membre de l'UCI (Union communiste internationaliste), qui regroupe dans plusieurs pays des organisations partageant les mêmes idées et les mêmes objectifs.

L'Union communiste internationaliste est un courant qui se revendique de la filiation d'idées incarnées successivement par Marx et Engels, Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky. Elle considère que l'organisation capitaliste représente le passé de la société humaine, pas son avenir, et que la société capitaliste basée sur la propriété privée, le marché, la concurrence et le profit devra être remplacée, à l'échelle de la planète, par une société basée sur la propriété collective des ressources de la terre et des instruments de production, ainsi que sur une économie démocratiquement pla-

nifiée assurant à chacun de ses membres un accès égal à tous les biens matériels et culturels.

Elle se revendique de la révolution russe de 1917, qu'elle considère comme la première et jusqu'à présent unique révolution où le prolétariat a pris durablement le pouvoir étatique pour tenter de transformer la société dans un sens collectiviste, avant d'être écarté du pouvoir politique par la dictature d'une bureaucratie usurpatrice.

Les organisations qui se revendiquent de l'UCI considèrent que les idées communistes doivent être réintroduites dans la classe ouvrière qui, seule, peut en faire une force de transformation sociale.

Tout en participant aux luttes quotidiennes des travailleurs dans la mesure de leurs possibilités, les militants des organisations de l'UCI défendent parmi ceux-ci les intérêts politiques généraux de la classe ouvrière. Ils sont convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fra-



Correspondance

Lutte ouvrière BP 20029 —
93501 PANTIN CEDEX

Sur Internet

Portail de Lutte ouvrière
<http://www.lutte-ouvriere.org>
Site multilingue de l'Union
communiste internationaliste
<http://www.union-communiste.org>
E-mail:
contact@union-communiste.org

ternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Ils sont aussi les seuls, par leur nombre et leur concentration, à avoir les moyens de contrôler le pouvoir politique issu de leur intervention.

Ils considèrent que les travailleurs constituent à l'échelle du monde une seule et même classe sociale et que leur présence à toutes les étapes de la production et de la distribution des biens produits leur permet de contrôler démocratiquement tous les rouages de l'économie, afin qu'elle fonctionne pour satisfaire les besoins de tous.

La revue *Lutte de classe* est l'expression collective, en langue française, de l'UCI. Chacune des organisations qui s'en revendiquent a, par ailleurs, ses propres publications sous la forme d'une presse politique, ainsi que, pour la plupart d'entre elles, d'une presse ouvrière sous la forme de bulletins d'entreprise réguliers.



Niger: l'engrenage de la guerre

Le 26 juillet, le président du Niger, Mohamed Bazoum, était renversé par un coup d'État militaire. Le chef de la garde présidentielle, le général Tiani, entouré de tous les responsables de l'armée, annonçait à la télévision qu'il prenait le pouvoir. Depuis lors, cette junte dirige le pays. Le dimanche suivant, des milliers de manifestants envahissaient les rues de la capitale, Niamey, pour soutenir la junte, clamant «À bas la France» et «Vive la Russie», et tentaient de pénétrer dans l'ambassade de France.



Dans les rues de Niamey, dimanche 30 juillet, en soutien au coup d'État, avec des slogans anti-français.

Après le Mali en 2021 et le Burkina Faso en 2022, c'est la troisième fois qu'un tel scénario se produit au Sahel. Mais cette fois la Cedeao, l'organisation régionale qui regroupe les États d'Afrique de l'Ouest, a refusé d'entériner le fait accompli, se faisant ainsi le relais des grandes puissances, la France et les États-Unis. Le président actuel de la Cedeao, le chef d'État du Nigeria, Bola Tinubu, annonçait que des sanctions économiques radicales seraient appli-

quées contre le Niger sans délai et tant que le président Bazoum, maintenu prisonnier par la junte, ne serait pas rétabli dans ses fonctions. La Cedeao lançait même un ultimatum, menaçant la junte d'une intervention militaire si elle ne s'exécutait pas.

Les motivations des puissances impérialistes et de leurs obligés de la Cedeao sont éclairées par leur attitude inverse, à peine un mois plus tard, lors du coup d'État du mercredi 30 août au Gabon, qui renversait

le président Ali Bongo, ce pilier des intérêts français sur le continent. Mais cette fois le nouvel homme fort, le commandant de la garde présidentielle, Oligui Nguema, se hâtait de déclarer : «*Les engagements intérieurs et extérieurs du pays seraient tenus.*» Rassurées sur la défense de leurs intérêts, les puissances impérialistes, et en premier lieu la France, se limitaient à une condamnation platonique, preuve s'il en fallait que la défense d'une prétendue démocratie n'a rien à voir dans leur attitude.

SOIXANTE ANS DE PILLAGE PAR L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS

C'est peu dire que la colère des manifestants contre la France au Niger est amplement justifiée. Après les décennies de colonisation, toute l'histoire du Niger indépendant a été celle d'un pillage éhonté par l'impérialisme français, laissant seulement quelques miettes à une mince aristocratie locale chargée de faciliter ses affaires. Cette histoire est commune aux autres colonies françaises, et au Niger, ce pillage porte le nom d'une matière première, l'uranium, et de la société qui l'a exploité



MAURICE ASCANI / ORANO

L'usine qui traite le minerai d'uranium de la mine à ciel ouvert de la Somaïr (Orano), à proximité d'Arlit, dans le désert, au nord du Niger.

sous différents noms : la Cogéma, puis Areva, et aujourd'hui Orano.

Lorsque le Niger devint indépendant, le 3 août 1960, son sort avait été scellé par de Gaulle et son conseiller Afrique, Foccart, dans les mêmes termes que celui de toutes les colonies d'Afrique subsaharienne. Un drapeau, un hymne national, un président, bref tous les oripeaux de l'indépendance, mais en réalité une sujétion totale à la France. Instruit par l'expérience des défaites devant les luttes victorieuses menées par les peuples indochinois et algérien, de Gaulle avait décidé de prendre les devants et d'organiser l'indépendance des anciennes colonies africaines de manière à ce que soit préservée la mainmise de l'impérialisme français. Les accords de défense signés à l'époque stipulaient « l'obligation de réserver les matières premières stratégiques en priorité à la République française ». Pour le Niger ce fut donc l'uranium découvert quelques années auparavant, comme pour le Gabon ce fut le pétrole. Des mines avaient été ouvertes dans la région de l'Aïr, proche de la frontière algérienne,

à Arlit, Akouta et Imouraren. Pendant soixante ans, les deux premières alimentèrent les centrales nucléaires françaises à des prix bien inférieurs à ceux du marché. Pour les exploiter, Areva avait fait le choix de créer des filiales de concert avec l'État nigérien. C'est une pratique courante dans l'exploitation des matières premières et, au Niger comme ailleurs, l'argent issu de ce montage ne profita jamais au budget de l'État mais alimenta les comptes en banque des dirigeants du pays, civils comme militaires.

Aujourd'hui, après avoir épuisé les réserves de ses deux principales mines, Orano a diversifié ses fournisseurs et va chercher son uranium au Kazakhstan et au Canada, même si le Niger lui en fournit toujours une partie. La mine d'Arlit est en fin d'exploitation et ne laissera au Niger qu'un taux de cancers abominablement élevé dans la région minière. L'absence quasi totale de réglementation en matière de sécurité nucléaire, comme de salaires, contribuait à la rentabilité de l'uranium nigérien. Akouta a fermé. Quant à la mine géante d'Imouraren, elle est « sous cocon » jusqu'en 2028,

en attendant qu'un nouveau procédé d'extraction soit testé par Orano, et surtout jugé assez rentable en regard du prix de l'uranium à cette date. Malgré la richesse de son sous-sol, le Niger reste aujourd'hui l'un des pays les plus pauvres du monde.

Depuis 2011, le Niger était dirigé par des gouvernements civils, sous la présidence de Mahamadou Issoufou d'abord, puis à partir de 2021 de Mohamed Bazoum, aujourd'hui prisonnier de la junte. Pour Macron, Issoufou était « un exemple pour la démocratie ». Il est vrai que, pour le président français, la démocratie se juge avant tout par la capacité à défendre les intérêts des grands trusts, et Issoufou présentait bien ce profil. Avant de se lancer en politique, il fut, après une carrière comme directeur des mines et de l'industrie au ministère des Mines du Niger, directeur des exploitations puis directeur technique de la Somaïr, la filiale d'Areva gérante de la mine d'Arlit. Son fils était jusqu'au coup d'État le ministre du Pétrole et de l'Énergie de Bazoum. Un modèle de démocratie ? Le 15 mars 2020, il envoya l'armée contre une manifestation qui dénonçait un

scandale de surfacturations au ministère de la Défense. La répression fit trois morts et les organisateurs écopèrent de six mois de prison. En 2021, alors que Mohamed Bazoum était proclamé vainqueur, 470 des manifestants qui contestaient ce résultat dans la rue furent arrêtés. Cet habillage démocratique couvre un système bien réel de corruption, que la population désigne par dérision comme le système PAC (parents, amis, connaissances). Le secrétaire de la Confédération nigérienne du travail dénonce les maisons somptueuses « *construites par des fonctionnaires avec l'argent de l'État* ». « *Ils en ont tellement qu'ils construisent ces villas sans même y habiter* », ajoute-t-il. Le quartier où sont érigées ces villas a lui aussi un surnom : Qui n'a pas volé ?

C'est ce régime que défend Macron, et que dénonce la population nigérienne. Elle le fait en soutenant la junte dans la rue, exprimant ainsi un sentiment de revanche. Mais rien ne serait plus faux que de penser que les tombeurs de Bazoum sont pour autant les amis des travail-

leurs et de la jeunesse. Tiani et tous les officiers qui se sont regroupés autour de lui, chefs de l'armée, de la police, de la gendarmerie, ont participé à toutes les violences de ces dernières années. Ils ont trempé dans tous les scandales de corruption et entendent bien continuer. Ils ne prétendent d'ailleurs même pas permettre au peuple nigérien de bénéficier tant soit peu des maigres richesses de leur pays. Tout au plus chasseront-ils les hommes du clan de Bazoum pour mettre les leurs à la place, et réprimeront-ils impitoyablement ceux qui voudront les empêcher ou même simplement les dénoncer. Pour les travailleurs nigériens et la jeunesse du pays, ils sont des ennemis mortels.

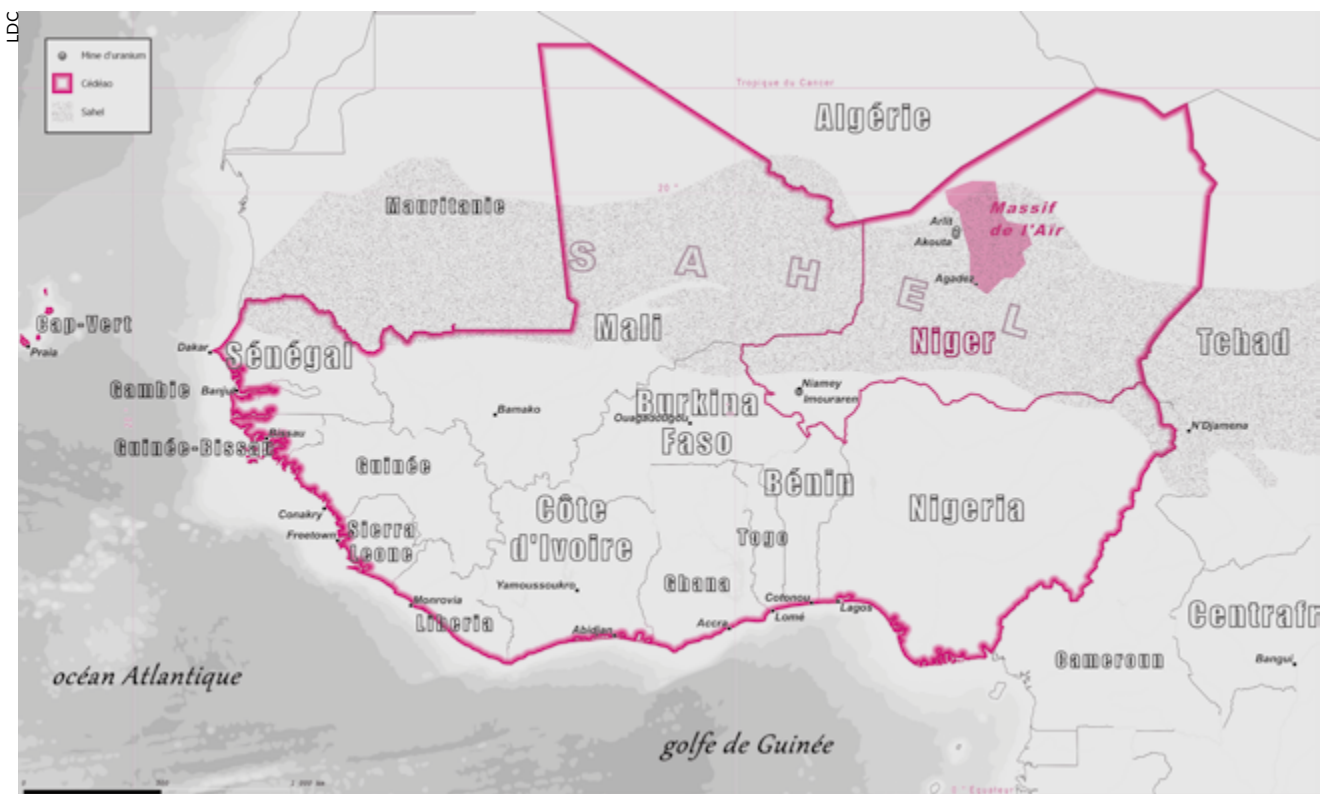
L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN FACE À LA DÉBÂCLE DE LA FRANÇAIFRIQUE

Le Niger n'est pas un cas isolé. Corruption, répression, pillage par l'impérialisme sont le lot de toutes les anciennes colonies françaises. C'est ce que l'on a

appelé la Françafrique. Les présidents français, de Mitterrand à Macron, n'ont cessé d'en annoncer la fin sans que cela change quoi que ce soit. Ce système a perduré pendant 60 ans mais, depuis 2016, ce sont des gouvernements africains qui entendent y mettre fin, et se tournent vers d'autres protecteurs.

En 2016, l'armée française a quitté la République centrafricaine, où elle était complètement enlisée face à des rebellions maîtresses de la plus grande partie du pays. C'est en vain que le président Touadera, qui était pourtant l'homme de la France dans le pays, avait demandé son maintien. Le gouvernement français lui refusa même l'envoi d'armes légères modernes. Touadera se tourna alors vers les mercenaires russes de Wagner, qui assurent depuis lors sa protection. L'impérialisme français était désormais persona non grata en Centrafrique.

En mai 2021, c'est le Mali que les troupes françaises devaient abandonner. La junte militaire dirigée par Assimi Goïta qui avait pris le pouvoir ne leur lais-





ADNAN FARZAT

Manifestation à Paris pour la libération de l'opposant sénégalais Ousmane Sonko, pendant sa grève de la faim en prison, en août.

sait d'autre choix que de quitter leurs bases pour se replier au Niger. Tandis que les manifestations antifrançaises se multipliaient à Bamako, la milice Wagner arrivait là aussi.

En janvier 2023, le Burkina Faso suivait. Et maintenant le Niger, dernier pays du Sahel où les contingents français avaient pu se replier. Cela fait beaucoup en à peine quelques années.

Pendant longtemps, les dirigeants français ont eu des relais suffisants dans les appareils d'État et les armées de ces pays, et ont pu bénéficier de l'aide des États voisins prompts à jouer les médiateurs en cas de crise. Ibrahim Boubacar Keïta était ainsi arrivé à la tête du Mali en 2013, après la prise du pouvoir par les djihadistes dans le nord du pays. Au Burkina Faso, Roch Marc Christian Kaboré fut élu président en 2015, un an après le renversement par un mouvement populaire du dictateur Blaise Compaoré, l'âme damnée de la France dans la région. Les transitions avaient été soigneusement pilotées par Paris, qui en avait encore les moyens. Mais aujourd'hui la mécanique qui avait si bien fonctionné pendant plus d'un demi-siècle s'est détraquée. Les militaires, qui consti-

tuent le seul véritable pouvoir, préfèrent s'appuyer sur le mécontentement croissant de la population, et en particulier de la jeunesse, pour renverser les anciens maîtres et se porter eux-mêmes à la tête de ces pays.

Ce sentiment de révolte contre l'ancienne puissance coloniale, que chevauchent les militaires, s'exprime avec force dans toutes les anciennes colonies françaises. Dans les pays frappés par la terreur djihadiste, Mali, Burkina, la population n'a pas tardé à se rendre compte que l'armée française n'était pas là pour la défendre. Elle a pu constater qu'elle soutenait à bout de bras des régimes corrompus, faisait silence sur les exactions des armées locales, et était complice de la politique consistant à créer des milices d'autodéfense sur une base ethnique, favorisant ainsi les affrontements meurtriers. Elle a vu qu'à l'occasion les hommes de Barkhane faisaient aussi leur lot de victimes dans la population civile. Mais, même dans les pays encore moins ciblés par les djihadistes, comme la Côte d'Ivoire ou le Sénégal, ce sentiment antifrançais s'exprime avec force. C'est par exemple ce qui anime au Sénégal les partisans de l'opposant

Ousmane Sonko, aujourd'hui emprisonné. Lorsque des manifestations avaient éclaté en 2021 à l'occasion de sa première arrestation, les magasins représentant les enseignes françaises, Total, Orange, Eiffage, Auchan, avaient été pillés. Et comment en serait-il autrement, quand la population vit de plus en plus péniblement, quand les prix explosent, quand on ne peut plus se loger et qu'il est évident que les véritables maîtres de l'économie sont ces grands trusts internationaux, et d'abord français. Au Sénégal, les pêcheurs doivent abandonner leur gagne-pain parce que leurs côtes, autrefois parmi les plus poissonneuses du monde, ont été complètement vidées de poissons par les chalutiers géants, qui profitent des accords internationaux. Et quand, privés de leur gagne-pain, ils choisissent d'émigrer, ils se heurtent aux obstacles mis par ces mêmes grandes puissances européennes qui les ont ruinés, y laissant parfois leur vie. Les dirigeants de ces pays ont donc bien tout lieu de craindre que l'épidémie des coups d'État anti-français ne s'arrête pas au Niger.

Plus largement, l'effondrement de la Françafrique au

Sahel laisse un vide, et pour l'instant ce vide est rempli par les mercenaires russes de Wagner. C'est bien entendu un problème pour les USA. Les dirigeants américains n'ont aucune raison de se laisser emporter dans la débâcle de leurs alliés mais néanmoins rivaux français. Cela s'est traduit par des attitudes quelque peu différentes au Niger. Alors que Paris, ayant tout à perdre si la junte reste au pouvoir, poussait à une intervention militaire la plus rapide possible de la Cedeao, les USA sont plutôt intervenus en faveur de la négociation. Ils ont au Niger une base de 1000 soldats, à Agadez, idéalement placée pour surveiller avec leurs drones toute une partie de l'Afrique. Une responsable de la diplomatie américaine, Victoria Nuland, s'est déplacée à Niamey pour prendre langue avec le chef d'état-major de la junte, d'ailleurs formé aux États-Unis. Pour l'instant, les militaires nigériens au pouvoir n'ont pas demandé le départ des troupes américaines, même si des manifestations hostiles ont eu lieu à Agadez. Alors, si les choses pouvaient s'arranger, même au prix de l'éviction des militaires français, les USA n'y verraient sans doute que du bien. Ils sont en tout cas prêts à tout pour éviter l'arrivée de Wagner. En Centrafrique, les USA ont proposé en décembre 2022 au président Touadera un soutien politique et sécuritaire s'il s'engageait à rompre avec Wagner et à ne travailler qu'avec les armées officielles, en l'occurrence celle du Rwanda déjà largement présente dans le pays.

Aujourd'hui, après la mort de Prigojine et de l'état-major de Wagner, on ne sait quel sera l'avenir de ce groupe de mercenaires mais, dans les « bonnes choses » que Poutine a mises au crédit de Prigojine, il y a bien sûr le développement de l'influence russe dans de nombreux pays d'Afrique et, cette influence, les USA sont décidés

à y mettre fin. L'actuel conflit au Niger est étroitement lié à ce contexte, et s'ajoute à la guerre que les USA et les pays impérialistes mènent contre la Russie en Ukraine, avec la peau des soldats ukrainiens.

MISÈRE ET GUERRE POUR LA POPULATION

Au lendemain du coup d'État, la Cedeao a réagi avec une célérité inhabituelle par la voix de son président, le chef d'État du Nigeria, Bola Tinubu. Elle a non seulement condamné le putsch, ce qui est une habitude, mais mis en application des sanctions économiques contre le Niger, dont la fermeture des frontières et la suspension des transactions financières. Elle l'a menacé d'une intervention militaire, et a pris des mesures pour que celle-ci puisse avoir lieu.

Il est impossible de dire aujourd'hui si cette guerre, qui serait un désastre de plus pour l'Afrique, sera déclenchée. La Côte d'Ivoire, le Bénin, le Sénégal et en premier lieu le Nigeria fourniraient les troupes. Le président de la Côte d'Ivoire, Alassane Ouattara, s'est montré particulièrement va-t-en-guerre, en réclamant le 10 août une intervention rapide à son retour d'une réunion de la Cedeao. Lui-même ne doit son accession à la présidence en 2011 qu'à l'intervention de l'armée française, et peut-être se dit-il que la situation au Niger pourrait inspirer l'armée ivoirienne, qui s'était mutinée en 2017. En face, le Mali et le Burkina Faso ont déclaré qu'ils considéreraient comme une déclaration de guerre à leur encontre toute opération militaire contre le Niger, et la junte militaire nigérienne leur a donné l'autorisation d'intervenir militairement sur son territoire. Les réunions d'état-major destinées à coordonner l'action des différentes armées de la Cedeao se succèdent, tout comme les tentatives de mé-

diation. Le Tchad s'est déclaré hostile à toute intervention militaire. Son président, Mahamat Idriss Déby, joue aujourd'hui les médiateurs, lui dont le seul mérite en matière de démocratie est d'être le fils de son père et d'avoir été adoubé par Emmanuel Macron. L'Algérie intervient aussi pour éviter une intervention militaire qui déstabiliserait ses frontières avec le Niger. Et cette perspective de déstabilisation inquiète aussi en Europe un pays comme l'Italie, car le Niger est financé par l'Union européenne pour arrêter en plein désert les migrants de toute l'Afrique en route vers les côtes méditerranéennes.

LA POPULATION VICTIME

Mais d'ores et déjà les sanctions économiques sont un drame pour la population. Le Niger est un pays complètement enclavé, qui n'a aucun accès à la mer, et qui dépend entièrement de ses voisins pour son approvisionnement. C'est un pays pauvre, un pays de famine, dont une grande partie du territoire est désertique et qui ne peut en aucune manière se suffire à lui-même. Beaucoup de marchandises lui arrivent par le port de Cotonou au Bénin, dont la frontière est aujourd'hui fermée. Les aliments vendus sur le marché de la capitale, Niamey, proviennent pour beaucoup du Nigeria, dont la frontière est à quelques centaines de kilomètres. Les transporteurs qui avaient l'habitude de les acheminer sont aujourd'hui bloqués à la frontière, ou doivent faire de longs détours pour déjouer la surveillance de l'armée nigérienne. Les prix de ces marchandises, qui ne cessaient déjà d'augmenter, explosent en conséquence et certains produits ont totalement disparu. L'électricité aussi provient à 70 % du Nigeria, et n'arrive désormais plus. Les coupures étaient déjà fréquentes avant les



MOHAMMED BABANGIDA / AP

Camions venant du Nigeria bloqués à la frontière avec le Niger, à Jibia, le 7 août.

sanctions, à cause du délabrement du réseau de la société nigérienne, mais l'arrêt est maintenant total. Le seul recours réside dans les groupes électrogènes, à condition d'y avoir accès et d'avoir le carburant pour les faire fonctionner. Les médicaments aussi sont bloqués, ce qui est dramatique dans un pays qui n'a pratiquement aucune infrastructure hospitalière et où bien des enfants meurent en bas âge faute de soins. Et encore n'est-ce là que la situation dans la capitale, car dans les villages c'est encore pire. À cela s'ajoute le fait que le Niger abrite des dizaines de milliers de réfugiés qui ont fui les violences djihadistes au Mali et au Nigeria. Cette situation affecte la population des deux côtés des frontières. Au Nigeria comme

au Niger, les habitants proclament « Nous sommes un même peuple » et leur séparation n'est effectivement due qu'aux traités coloniaux qui firent du Nigeria une colonie anglaise et du Niger un territoire français. Bien des cultivateurs nigériens le long de la frontière vivent de leur commerce avec le Niger, et ont souvent une partie de leur famille qui habite à Niamey.

D'ores et déjà, les répercussions du coup d'État au Niger et de la réaction de la Cedeao, et derrière elle des grandes puissances impérialistes, frappent de manière dramatique toute la population. Ce n'est pas seulement la conséquence des agissements d'une poignée de généraux au Niger, ni des velléités guerrières de leurs homologues de la Cedeao, mais cela

s'insère dans tout l'engrenage qui s'est mis en marche avec la guerre en Ukraine. L'Afrique était déjà touchée par la hausse des prix des matières alimentaires, qui réduit à la misère une part chaque jour plus grande de la population, et cela s'accroît encore désormais. Elle est menacée aujourd'hui d'une nouvelle guerre, alors qu'une grande partie du continent vit déjà sous la terreur des bandes armées, djihadistes ou autres, quand ce n'est pas d'une véritable guerre comme au Soudan. C'est tout ce que le capitalisme a à offrir au continent le plus pauvre de la planète, qu'il a pillé pendant des siècles et pille encore pour enrichir les actionnaires de ses grands trusts.

10 septembre 2023



SENER YILMAZ ASLAN / SIPA

Violences policières, violences urbaines : les symptômes d'une société condamnée

L'exécution à Nanterre le 27 juin de Nahel M., 17 ans, par un policier a déclenché dans de nombreuses villes du pays sept nuits d'émeutes et de destructions auxquelles a répondu une brutale répression policière. Ces émeutes, symptômes de la violence sociale et de l'impasse d'une société pourrie d'injustice, sont aussi un indicateur du retard dans la conscience politique des exploités face aux offensives de la bourgeoisie et de ses représentants.

Pour venir à bout de 8 000 à 12 000 jeunes émeutiers, chiffres du ministère de l'Intérieur, le pouvoir a laissé les mains libres à ses « cagnes ». Plus de 45 000 policiers ont été déployés comme s'ils étaient en guerre dans un territoire ennemi. Les unités mobilisées, dont le Raid, le GIGN et autres forces anti-terroristes, ont utilisé tout leur arsenal, y compris les LBD (lanceurs de balles de défense) qui crèvent les yeux et fracassent les crânes. Dans les quartiers concernés, il ne fallait pas croiser la police. Ainsi Mohamed, 27 ans, livreur à scooter, est mort d'un arrêt cardiaque à la suite d'un tir de LBD à Marseille. Dans cette même ville, Hedi, 22 ans, a reçu un tir de LBD dans la tête alors qu'il se promenait après son travail dans un restaurant. Mutilé, il est resté des jours dans le coma. À Mont-Saint-Martin, près de Longwy, Aimène, 25 ans, agent de sécurité, a reçu un tir de bean bag (un sachet rempli de petites billes) lancé par les policiers du Raid à travers la fenêtre ouverte de sa voiture, le laissant dans le coma, puis définitivement handicapé.

Selon les chiffres du ministère de la Justice, au 6 juillet,

plus de 3 700 gardes à vue, 1 122 défèrements devant un juge et 586 comparutions immédiates avaient été décidés. Dans les jours suivants, la justice s'est abattue sur les jeunes arrêtés. Selon une note de l'Inspection générale de la justice du 25 août, 4 164 personnes ont fait l'objet d'une procédure. Dupond-Morette, ministre de la Justice, a donné le ton en envoyant une circulaire aux procureurs exigeant une réponse judiciaire « rapide, ferme et systématique » avec « des peines sévères ». Il ré-

clamait une sévérité aggravée « pour ceux qui visent des policiers ». Pour répondre à cette injonction et « traiter cette masse de procédures », selon les mots du porte-parole des procureurs, ces derniers et les juges ont été mobilisés jour et nuit, y compris le week-end, pour rendre une justice de classe et d'abatage. Ainsi à Chartres, un jeune homme de 25 ans a écopé de sept mois ferme avec incarcération immédiate pour vol en réunion dans un magasin pillé. À Nancy, deux jeunes ont pris



SENER YILMAZ ASLAN / SIPA

Arrestation d'un livreur à Marseille par des policiers en mode combat militaire, le 30 juin.

quatre mois ferme plus quatre mois avec sursis pour avoir tiré des mortiers d'artifice. D'autres ont été condamnés à six mois de prison pour avoir lancé un projectile contre la police. Plus du tiers des prévenus étaient des mineurs et les deux tiers n'avaient aucun antécédent judiciaire.

Le contraste est évident entre cette justice aussi rapide qu'expéditive contre des jeunes émeutiers ou supposés tels et la lenteur et la mansuétude dont font preuve les tribunaux quand il s'agit de juger les puissants qui enfreignent la loi, des industriels qui ont tué par l'amiante ou le chlordécone ou qui s'affranchissent des mesures de sécurité élémentaires sur les lieux de travail.

UNE VIOLENCE DESTRUCTRICE, PRODUIT D'UNE SOCIÉTÉ DE CLASSE

Bien sûr, la destruction de centres sociaux, de dispensaires, d'écoles, de médiathèques et autres équipements ou magasins, dont les premiers usagers sont les habitants des quartiers populaires, a suscité de la consternation et de l'effroi parmi ces habitants eux-mêmes. L'incendie de plus de 10 000 voitures particulières, la mise à sac des arrêts de bus ou de trams, voire la destruction de ces bus eux-mêmes, a mis en colère bien des travailleurs, voisins ou parents des émeutiers, qui voyaient partir en fumée leur seul moyen de transport, parfois toutes leurs économies et qui savent que la reconstruction et la remise en service, si elles interviennent, prendront des mois. La fureur destructrice de ces jeunes témoigne d'un manque de conscience évident. Et ce n'est pas un hasard si des petits voyous et des trafiquants, pour qui les quartiers pauvres ne sont que des territoires à défendre, ont pu participer à ces



CHRISTINE LAUNAY / FRANCE 3 CENTRE-VAL DE LOIRE

La rue centrale de Montargis, le 30 juin, après les émeutes.

émeutes, ou si le mimétisme et la recherche d'adrénaline ont pu compter autant que la révolte après l'assassinat de Nahel, comme l'ont déclaré de nombreux jeunes devant les juges.

Mais à qui la faute si ces jeunes, qui vivent quotidiennement les contrôles au faciès et les réflexions racistes, qui voient leurs parents trimer au travail pour un salaire qui ne leur permet pas de vivre dignement, se battre pour toucher les indemnités auxquelles ils ont droit ou subir les discriminations pour trouver un emploi ou un logement, n'ont pas trouvé d'autres formes que cette violence stérile et autodestructrice pour exprimer leur rage ?

Ce n'est certainement pas la faute de leurs parents, comme l'ont répété jusqu'à la nausée Dupond-Moretti, ministre de la Justice, exigeant « *que les parents tiennent leur gosses* », ou Macron menaçant de sanctionner financièrement les familles « *dès la première connerie* ». Outre son mépris social profond, Macron visait, en reprenant cette démagogie de l'extrême droite, à opposer les jeunes casseurs et ceux parmi les classes populaires que choquaient les destructions, avant tout parce qu'ils étaient les premiers à en subir les conséquences. Comme lors de la révolte des gilets jaunes, en

montant en épingle la violence des émeutiers, Macron cherchait à les discréditer aux yeux d'une fraction du monde ouvrier et à effrayer la population.

C'était aussi une façon de masquer ses propres responsabilités et celles de toute la classe dirigeante depuis des décennies. Car à qui la faute si beaucoup de banlieues sont devenues de véritables ghettos où la pauvreté et la précarité conduisent certains jeunes, et parfois même des très jeunes, à tremper dans des trafics en tout genre ? À qui la faute si des policiers racistes s'amuse à provoquer tous les jeunes qu'ils croisent ? Et à qui la faute si les bureaux de poste ou les hôpitaux de proximité ont été fermés ? À qui la faute si les classes dans ces quartiers sont surchargées pour faire des économies de professeurs alors que la variété des origines des enfants, des langues parlées à la maison et le manque d'accès à la culture de bien des familles exigeraient l'inverse ? C'est évidemment la responsabilité de ceux qui se succèdent au pouvoir, et non celle des habitants de ces quartiers populaires d'où partent, tôt le matin, bien avant que les enfants soient levés, des cohortes de travailleurs pour aller faire le ménage, conduire les premiers bus ou prendre leur service dans les hôpitaux, quand ils ne travaillent pas de nuit.

LA RESPONSABILITÉ DU MOUVEMENT OUVRIER

Dénoncer le mépris social des dirigeants bourgeois, comprendre les racines profondes des émeutes de juillet et partager la colère des jeunes confrontés au racisme quotidien de la police, ne signifie ni approuver les méthodes des émeutiers ni en faire les précurseurs d'un soulèvement populaire contre l'ordre social. Leurs méthodes sont stériles et il faut le dire clairement. Détruire des écoles, des centres sociaux ou des équipements collectifs, s'en prendre à des mairies, voire à des maires,

est peut-être une façon confuse et primaire de s'en prendre à l'État, mais ce n'est pas une première étape vers la prise de conscience qu'il faut renverser un ordre social inique qui ne profite qu'à la classe capitaliste. Affirmer, comme on l'entend souvent, même parmi les travailleurs, « *qu'il faut tout casser pour se faire entendre* » n'a rien de radical. C'est au contraire une façon de renoncer à utiliser la puissance de notre force collective. En matière de pillage et de destruction, aucun émeutier n'arrivera jamais à la cheville de la grande bourgeoisie prête à mettre la terre entière en coupe

réglée, à piller et détruire la planète, à exploiter l'humanité et à fomenter les guerres.

Qualifier les émeutes de juillet de soulèvement populaire ou de soulèvement de la jeunesse, comme certaines organisations, de Révolution permanente au NPA, qui se refusent à se démarquer des casseurs, est une position spectatrice et suiviste, finalement aussi stérile que celle qui consiste à réclamer de plus en plus de policiers pour faire face aux effets délétères du chômage et de la pauvreté. La classe des travailleurs n'a pas vocation à tout détruire, à commencer par les quartiers où elle vit. Elle a comme rôle historique de réorganiser de fond en comble la production et la distribution des richesses pour permettre de satisfaire les besoins de toute l'humanité. Son rôle fondamental dans l'économie lui donne le pouvoir et la légitimité de diriger toute la société.

La tâche de militants communistes révolutionnaires n'est pas de s'aligner derrière les émeutiers. Elle est de militer en direction des travailleurs pour qu'ils relèvent la tête, reprennent confiance en leurs propres forces et contestent la dictature de la bourgeoisie sur toute la société. Nous devons défendre cette idée autour de nous : si la jeunesse des quartiers populaires ne voit pas d'autre voie pour exprimer sa révolte que de détruire son propre environnement, c'est au fond de notre faute, à nous les travailleurs. Nous faisons tout fonctionner, nous sommes indispensables, mais nous nous comportons comme des esclaves en acceptant de travailler toujours plus pour survivre. Nous n'avons pas su mobiliser toutes nos forces dans la bataille pour empêcher un Macron de nous voler deux ans de notre retraite, nous avons engagé le combat en économisant nos forces. Comment pourrions-nous, dans ces conditions, incarner un espoir



La police est avant tout destinée à maintenir l'ordre social et réprimer ceux qui le contestent.

Ci-dessus, les CRS contre les pompiers rassemblés à Paris, en grève le 28 janvier 2020.

Ci-dessous, la police dispersant le piquet de grève des éboueurs de Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne), le 16 mars 2023.



d'avenir meilleur aux yeux de la jeunesse ?

Derrière ce retard dans la conscience, il y a la responsabilité des organisations issues du mouvement ouvrier, partis et syndicats, qui ont remplacé, depuis des lustres, les idées de la lutte de classe par des phrases creuses sur les « valeurs de la République », qui ont semé des illusions dans les institutions étatiques, qui ont appelé les travailleurs, élection après élection, à remettre leur sort entre les mains de prétendus sauveurs suprêmes qui n'ont d'autre objectif que de gérer les affaires de la bourgeoisie. Mais il n'y aura pas de raccourci pour rebâtir des organisations ouvrières révolutionnaires et la rage destructrice d'une fraction de la jeunesse ne pourra pas remplacer la conscience des travailleurs.

LA POLICE, GARDIENNE DE L'ORDRE SOCIAL

Des partis de gauche (LFI, EELV mais pas le PCF ni le PS), le NPA et le POI, des syndicats dont la CGT, la FSU et Solidaires, des associations comme Attac et la Ligue des droits de l'Homme, ont lancé, en juillet et de nouveau pour le 23 septembre prochain, des appels à manifester contre les violences policières et le « racisme systémique » dans la police. Dans un texte intitulé *Notre pays est en deuil et en colère*, ils réclament « l'abrogation de la loi de 2017 sur l'assouplissement des règles en matière d'usage des armes à feu par les forces de l'ordre », et « une réforme en profondeur de la police, de ses techniques d'intervention et de son armement ».

La loi de 2017, voulue par l'ancien Premier ministre socialiste Bernard Cazeneuve et votée par la majorité qui soutenait François Hollande, en modifiant l'appréciation de la légitime défense, a renforcé le permis



FRANCK DUBRAY / MAXPPP

Les flics sont équipés pour tuer.



SERGE D'IGNAZIO

Suite à la déclaration du directeur général de la police, Frédéric Veaux, rassemblement de protestation place de la République, à Paris, le 27 juillet.

de tuer dont disposent les policiers. Après bien d'autres, cette loi était destinée à donner des gages aux syndicats de policiers les plus réactionnaires après une agression contre des policiers à Viry-Châtillon. Pour autant, de la mort Malik Oussekin

à Paris en 1986 à celle de Zyed et Bouna à Clichy-sous-Bois en 2005, la police n'a pas attendu cette loi, ni pour tuer ni pour étaler son racisme.

Si une fraction de la police est en effet raciste et gangrenée par les idées de Zemmour, Le Pen et



La police réhabilitée par Thorez est envoyée contre les mineurs en grève en 1948, près de Valenciennes.

de l'extrême droite – ce que subissent au quotidien les jeunes des quartiers populaires –, la cause première des violences policières n'est pas le racisme des policiers. C'est la nécessité de contraindre les pauvres à accepter leur condition et à rester dans leurs ghettos sans se révolter. La violence d'État est clairement dirigée contre les milieux populaires, contre les habitants des quartiers pauvres, contre les travailleurs, surtout lorsqu'ils luttent, forment des piquets de grève ou occupent leur entreprise. La violence de la police est d'abord celle d'une société de classes de plus en plus dure et d'un système d'exploitation qu'il faut renverser. Prétendre mieux former la police ou « revoir ses techniques d'interventions », c'est faire l'impasse sur son rôle fondamental.

Au contraire, la faiblesse politique du gouvernement et la dégradation générale de la société poussent le pouvoir à laisser les

maines libres à sa police. Ainsi le directeur général de la police a-t-il déclaré, face à la mobilisation des policiers s'opposant à la détention provisoire de leur collègue qui a laissé Hedi pour mort à Marseille : « Cela m'empêche de dormir, avant un procès, un policier n'a pas sa place en prison », encourageant la rébellion policière et son extension à d'autres villes du pays. En mai 2021, les trois quarts des dirigeants politiques, de Le Pen et Zemmour à Fabien Roussel et Olivier Faure en passant par le ministre de l'Intérieur en exercice, Darmanin, avaient apporté leur soutien à une manifestation de syndicats de police, devant l'Assemblée nationale, qui réclamaient un durcissement des lois et une plus grande sévérité de la justice.

Quant à réclamer « le désarmement de la police » comme le fait le NPA, c'est proprement ridicule. Car qui la désarmera ? Darmanin ? Macron ? C'est-

à-dire ceux-là mêmes qui ne cessent de donner des gages aux policiers les plus réactionnaires et qui s'appuient sur l'appareil d'État bourgeois... Les seuls qui pourront un jour désarmer la police, ce sont les travailleurs quand ils seront eux-mêmes en armes et qu'ils se donneront les moyens de détruire l'appareil d'État de la bourgeoisie. Et ils trouveront alors en travers de leur route tous les politiciens réformistes qui appellent aujourd'hui à manifester pour une réforme de la police et réclament une bonne justice « républicaine ». Il faut se rappeler comment Maurice Thorez, secrétaire général du PCF, aida de Gaulle et la bourgeoisie française, en 1944, à reconstruire son appareil d'État, c'est-à-dire son appareil de répression, en revendiquant « une seule police, une seule armée » pour dissoudre au plus vite les groupes armés issus des maquis et de la Résistance et redorer le blason de la police vichyste. Cette police dite « républicaine » fut envoyée en 1947-1948 contre les mineurs en grève par le socialiste Jules Moch. Moins de quinze ans plus tard, elle torturait dans les commissariats français les Algériens soupçonnés de soutenir le FLN, et en tua plusieurs centaines lors de la tragique « nuit noire » du 17 octobre 1961.

La police ne peut être autre chose qu'une bande d'hommes en armes destinée à défendre l'ordre social par tous les moyens, y compris les plus brutaux. Maintenir un ordre social injuste est un sale boulot qui ne peut être fait que salement. La seule voie de sortie est de militer pour renverser cet ordre social.

11 septembre 2023



Russie : la guerre de Poutine en Ukraine et contre son propre peuple

La rébellion de Prigojine et ses mercenaires cet été, et les circonstances qui l'ont entourée, témoignent de ce que l'«intervention militaire spéciale» du Kremlin en Ukraine a non seulement mis à l'épreuve les capacités économiques, humaines et militaires de la Russie, mais le régime même. Elle a aussi révélé que s'élargissaient des fractures dans ce qui forme son socle : l'alliance plus ou moins contrainte de la bureaucratie russe, lointaine héritière de la bureaucratie stalinienne, et d'une couche d'hommes d'affaires richissimes dans leur spécificité post-soviétique, les oligarques. Cette couche bourgeoise, issue de la bureaucratie, a prospéré sous son aile au gré d'une intégration croissante aux marchés mondiaux. Désormais, elle réclame plus ou moins ouvertement de ne pas subir les contrecoups de la politique du Kremlin, car les sanctions occidentales ont touché les intérêts des entreprises des oligarques, ainsi que ceux-ci à titre personnel, en bloquant leurs avoirs et leurs comptes en Europe et en Amérique, en leur interdisant de voyager, de profiter de leurs yachts, villas, etc., à l'étranger. Certains ont porté leur cause devant la justice américaine en arguant de leur non-implication dans la guerre de Poutine. Cela va dans le même sens que des prises de position anti-guerre d'autres oligarques et qu'une aspiration plus générale de leur part à alléger la tutelle de la bureaucratie et de son système, sinon à s'en émanciper.

Comme d'autres avant elle, la guerre actuelle agit tel un catalyseur des tensions sociales et, en définitive, tel un accélérateur de la lutte des classes, ce qui ne concerne pas les seules relations bureaucratie-oligarchie mais aussi, on le verra, l'aggravation de la situation des classes laborieuses du fait de la politique du Kremlin.

UNE CATASTROPHE MULTIFORME

Depuis que, le 22 février 2022, l'armée russe a reçu l'ordre d'envahir l'Ukraine, la guerre qui ravage ce pays est promise pour durer. Les stratégies des puissances impérialistes ne cessent de le répéter, et ils s'y emploient, en livrant toujours plus d'armes à Kiev, tandis qu'en Russie la guerre a des effets de plus en plus visibles.

Bien que les dirigeants de chaque camp fassent de leurs pertes un secret d'État, la Russie et l'Ukraine se partageraient à égalité un sanglant bilan de 500 000 victimes civiles et militaires, selon la secrétaire gé-

nérale adjointe de l'ONU. Pour la Russie, il ne s'agit plus des seuls civils mobilisés en masse et des «volontaires» recrutés parmi les pauvres des régions déshéritées ou dans les prisons, comme au début du conflit. Car,



SANAGA/REPORTERRE

AP - FEREM LUKATSKY



Soldats ukrainiens sur le front dans la région de Zaporijia, le 23 juin 2023.

PA/MAXIM SHIPENKOV



Jeune Russe mobilisé, le 6 octobre 2022, à Moscou.

chaque jour ou presque, des drones ukrainiens frappent des provinces russes frontalières, sinon plus loin du front. S'y ajoutent toutes les victimes civiles de quatre oblasts au sud et à l'est de l'Ukraine, annexés en 2022 par la Russie, comme la Crimée l'avait été en 2014.

Alors, le demi-million de morts et de blessés qu'annonce l'ONU sera vite dépassé, dans ce que des commentateurs qualifient de guerre d'attrition pour ne pas dire crûment qu'il s'agit d'une guerre d'usure, qui dévore toujours plus d'êtres humains et anéantit tout ce

qui est nécessaire à la vie de la société.

L'OTAN ne mène pas sa guerre qu'avec des tanks et des missiles, et Poutine a reconnu que les sanctions de l'Occident pesaient sur l'économie russe. Mais, de là à prétendre, comme certains

médias, que la Russie est épuisée au point, disent-ils, de demander des armes à la faible Corée du Nord, il y a tout ce qui sépare la réalité de la propagande. Il en est de même quand eux et leurs gouvernements présentent l'Ukraine comme forcément démocratique car pro-occidentale, alors que le régime de Zelensky est aussi corrompu que celui de Poutine, auquel il n'a pas grand-chose à envier en matière d'attaques contre les droits élémentaires des travailleurs ainsi que des minorités nationales sur son sol.

Il ne faut pas plus s'étonner que les médias et dirigeants occidentaux restent muets sur les causes réelles de cette guerre : la poussée des États impérialistes, continue depuis plus de trente ans, pour refouler la Russie hors de sa zone d'influence en Europe, et donc hors d'Ukraine, en faisant de l'État ukrainien un pion de leur politique, et de sa population le bras armé et la victime de cette politique.

Tout en se combattant par peuples interposés, les chefs du camp russe et ceux du camp adverse, dont leurs parrains occidentaux, semblent craindre que, le conflit s'installant dans la durée, ses conséquences dramatiques pour les populations finissent par les pousser à ne plus accepter passivement cette guerre et ceux qui en portent la responsabilité. D'où les mesures préventives et très visibles prises par Zelensky, ces purges répétées au sein d'un appareil d'État constitué de prédateurs qui veulent pouvoir s'enrichir encore plus vite qu'en temps de paix. Cela donne-t-il le change à la population, sommée d'être prête à donner sa vie par des gens qui accumulent, à l'abri loin du front, des fortunes dans la prévarication ? Pas sûr.

En Russie, Poutine joue aussi sur ce registre. Mais, depuis la rébellion de Wagner, il doit louvoyer entre des pôles opposés : ne pas ignorer la grogne

que suscitent dans les masses populaires des enrôlements massifs et le coût humain, social, de la guerre en général ; ne pas s'aliéner la hiérarchie militaire, dont l'affaire Prigojine a montré qu'elle n'était pas ou plus aussi unanime derrière le Kremlin ; et, plus grave pour le chef de la bureaucratie russe, il y a l'appareil d'État que l'on voit tiraillé entre des clans, sinon des politiques autres que celle du Kremlin. En 1999-2002, Poutine avait assis son pouvoir sur la popularité que lui avait valu d'avoir rétabli une certaine stabilité, en restaurant la « verticale du pouvoir », après la décennie de chaos et de délitement de l'État qui avait suivi la fin de l'URSS. Derrière cette image, c'est la stabilité du régime que la période actuelle pourrait mettre à mal.

FLAMBÉE DES PRIX ET DE LA PAUVRETÉ

En Russie à la veille de la guerre, 1% de la population détenait déjà 60% de la richesse ; la guerre a encore creusé ce gouffre d'injustice sociale. C'est ce qu'illustre la publication des derniers bilans des banques. Il y apparaît un écart béant entre les secteurs qui opèrent pour le compte des plus riches et ceux

qui placent des prêts au plus grand nombre, depuis les petits bourgeois qui achètent un logement jusqu'aux travailleurs qui peinent à boucler leurs fins de mois.

La Banque centrale a qualifié de « record absolu » les profits des banques russes au premier semestre : 1 700 milliards de roubles ! Mais le quotidien économique *Kommersant* a noté que, si les opérations sur les changes, dopées par la fuite des capitaux, ont fait ce succès, le volume des prêts aux particuliers a fondu, et avec lui les résultats des grands établissements de crédit, divisés par 17 pour Alpha-Bank et par 19 pour VTB.

Ce contraste reflète à sa façon l'opposition de classe entre le sort des nantis et celui des travailleurs. Ceux-ci sont de moins en moins en situation d'obtenir un crédit, même de consommation courante. En revanche, les entreprises, ceux qui les détiennent et les hauts bureaucrates ont mis à l'abri la partie de leur fortune qui se trouvait en Russie : ils l'ont convertie en dollars ou l'ont fait sortir du pays avec l'aide de certaines banques russes qui y ont trouvé leur compte.

Ce n'est certes pas nouveau, mais constatons une fois encore qu'une grande partie de la



Une huissier russe intervient dans un immeuble populaire.

ANDREILOUKOVSKI

valeur créée dans le pays, produit de l'exploitation de la classe ouvrière, ne sert même pas à développer l'économie russe, alors qu'elle se veut ouverte au marché. Tout cela part se fondre dans les circuits mondiaux du capital, en alimentant au passage les profits du secteur financier des États impérialistes, de leurs paradis fiscaux...

Officiellement, la fuite des capitaux a quadruplé de l'été 2021 à l'été 2022, atteignant alors 253 milliards de dollars, soit 13% du Produit intérieur brut russe. Des médias ont évoqué ce qui s'était passé dans les années 1990, puis en 2008 avec la dernière crise financière mondiale. Mais, cette fois, il s'y ajoute les effets financiers du départ de certaines sociétés occidentales, même s'il se veut temporaire et si plus de la moitié des multinationales opérant en Russie, américaines mais aussi françaises et allemandes, n'ont nullement l'intention de partir. Pour elles, guerre ou pas, les profits d'abord.

Cela étant, la fuite massive des capitaux et les sanctions occidentales ont fait s'envoler l'inflation et plonger le rouble. Depuis janvier, il a perdu près de 30% par rapport au dollar et à l'euro, d'où un renchérissement des produits importés, mais des autres aussi, ceux de première nécessité produits sur place, ce dont les classes populaires font déjà les frais.

Ce qui a été publié de la rencontre de Poutine avec le chef du service fédéral des huissiers de justice donne une idée plus concrète de cet appauvrissement. Sur quelque 140 millions de Russes, 13 millions ne peuvent plus payer leurs dettes. Crédits à la consommation, amendes, impôts, frais d'habitation... cela ferait 20 milliards de dollars de dettes cumulées. Elles ne représentent que 8% de tout l'argent que les riches et super-riches ont sorti du pays en un an, et pourtant Poutine a dé-

claré qu'on ne pouvait remettre ces dettes, car « l'économie s'effondrerait ». Pour l'éviter, le chef des huissiers précise que, bien qu'« il n'y ait pratiquement rien à prendre à ces gens, nous essayons quand même... ». Cela indique on ne peut plus clairement à quoi en sont réduits les pauvres, et les méthodes que possédants et gouvernants emploient contre eux.

Des grèves ont éclaté ici ou là ces derniers temps : pour des hausses de salaire dans le métro à Moscou, parmi des soignants à Novokouznetsk. Mais plus souvent c'est à cause du non-paiement de mois de salaire, une pratique des années 1990 que l'on voit reprendre vigueur, sur fond de production ralentie ou interrompue dans des usines privées de fournitures et de technologie venant d'Occident, ou du fait du désengagement des firmes occidentales, comme dans l'automobile. Mais il faut noter que le pouvoir agit avec prudence quand des grèves surviennent dans des régions où cela implique un secteur majeur de l'activité locale. Surtout s'il y existe des traditions de réactions ouvrières qui pourraient fédérer le mécontentement populaire. Fin août, c'est ce que les autorités ont voulu éviter dans le Kouz-

bass, principal bassin houiller de Sibérie : aux grévistes de trois sociétés minières qui ferment, le gouverneur-adjoint de la région de Kémérov a promis que l'État verserait leurs arriérés de salaire, mais en y ajoutant le conseil de chercher un autre emploi par eux-mêmes...

UN COMPLEXE MILITARO-INDUSTRIEL FLORISSANT

Pendant longtemps, l'État russe a réussi à éviter aux entreprises une pénurie de main-d'œuvre, qui aurait poussé à la hausse les salaires, donc leurs coûts de production. Mais ce risque de pénurie s'est accru avec la diminution de la population, qui se poursuit pour des raisons sociales (crises à répétition, niveau de vie réduit, natalité en baisse et mortalité en hausse, craintes devant l'avenir, fuite à l'étranger de jeunes diplômés) et démographiques (départ en retraite de la génération du baby-boom). Pour y faire face, la Russie a fait appel aux anciennes républiques soviétiques. De son « étranger proche » ont afflué des Tadjiks dans le bâtiment, sur les marchés, des Ouzbeks dans les services, des Ukrainiens et des Moldaves un peu partout...



L'usine Kourganmachzavod, à Ekaterinbourg, haut lieu du complexe militaro-industriel, publie des offres d'emploi à la fabrication et la réparation des blindés.

Cette main-d'œuvre indispensable à l'économie a trouvé en Russie des salaires bas, mais plus élevés qu'à domicile, ce qui lui permettait d'envoyer de l'argent au pays. Or, avec l'érosion de la valeur du rouble, puis sa chute, même par rapport au somoni (la monnaie du Tadjikistan), ce ne sont plus 300 dollars qu'un ouvrier tadjik peut acheter en y sacrifiant une grande partie de sa paie de 60 000 roubles (570 euros) pour l'envoyer à sa famille, mais deux fois moins. Résultat, entre 2019 et 2022, le nombre des travailleurs venus de l'ex-URSS a chuté de 15 %, et tout indique que le mouvement va s'amplifier.

L'économie va donc manquer de millions de bras et de cerveaux. D'autant plus que l'armée a ponctionné des centaines de milliers d'hommes sur les effectifs de l'industrie, des transports, du commerce où l'on ne voit pratiquement plus que des femmes. Des travailleurs sont partis à l'armée contre leur gré, d'autres avaient signé un contrat – pas toujours respecté, d'où des protestations parfois collectives – promettant une solde trois fois supérieure à leur salaire. Et un million d'hommes ont disparu du marché de l'emploi, car ils ont fui la Russie pour échapper à la mobilisation. Ce sont en majorité des jeunes qualifiés, des ingénieurs, des informaticiens, que les entreprises n'arrivent pas à remplacer. Cela d'autant moins qu'un phénomène, dû à l'intensification de la guerre, aggrave le tableau.

En effet, pour remplacer les blindés, hélicoptères et canons détruits en masse en Ukraine et simplement pour produire les obus et les balles dont l'armée a besoin, les usines du secteur militaire doivent tourner à plein rendement. Selon l'ex-Premier ministre et vice-président du Conseil de sécurité, Dmitri Medvedev, désormais « *les chaînes de montage fonctionnent en 3 x 8. Et le complexe militaro-industriel*

produira autant d'armements que nécessaire. »

La Russie dispose des moyens, hérités du système de l'ancienne Union soviétique, de produire ces armements grâce à son complexe militaro-industriel (le VPK), un réseau public et parapublic d'usines, performant et très concentré. En outre, l'État russe a réorienté vers le VPK une part colossale de son budget. Mais les industries d'armement ne tournent pas toutes seules. Avant-guerre, elles employaient 2,5 à 3 millions de travailleurs. Avec la guerre et les fameux 3 x 8, il en faudrait probablement le double.

Pour les trouver, les services de recherche d'emploi regorgent d'annonces qui se veulent alléchantes. Ainsi, pour une monteuse d'obus, même sans expérience ou formation, une usine propose 100 000 roubles (960 euros), un salaire ouvrier jusqu'alors réservé à Moscou ou Saint-Petersbourg. Les besoins sont tels que des entreprises proposent de rémunérer des formations, de payer le déménagement, de fournir un logement si l'on vient d'ailleurs, même loin des grands centres, pourvu qu'on vienne y monter des obus.

Si, comme dans toute guerre, le secteur de l'armement attire de la main-d'œuvre avec ses emplois garantis, s'il accapare une part croissante du budget, cela ne peut se faire qu'au détriment du reste de l'économie. En Russie, la militarisation de la société désorganise des circuits économiques déjà éprouvés. C'est ce que disent des responsables d'autres secteurs, d'autres usines, dont la production concerne directement les besoins de la population. Ils se plaignent de manquer de personnel dans toutes leurs professions, certains précisent que cela va se traduire, dans l'agro-alimentaire, par des ruptures d'approvisionnement de la population.

Pour conjurer cela, un temps

au moins, et éviter que la population se mette à dire qu'elle manque de tout alors que l'industrie de guerre ne manque de rien, le pouvoir fera probablement appel à des importations. Mais, avec les sorties de devises que cela implique – et ce n'est pas demain que les BRICS, dont la Russie, s'accorderont sur une devise qui remplace le dollar dans leurs échanges – le rouble continuera à faiblir, l'inflation à enfler. Ce que les petites gens, les retraités, les travailleurs paieront au prix fort.

Poutine et les autres dirigeants de la bureaucratie, qui se targuent de défendre les intérêts du « peuple russe », n'ont à lui offrir que des canons au lieu du beurre, quand ce ne sont pas des cercueils. Car la guerre, ils la mènent, tant sur le front ukrainien que sur le front intérieur, contre les classes laborieuses de Russie – et d'Ukraine.

ENTRE PUTSCH ET CRASH

Fin juin, la rébellion de Wagner a mobilisé 25 000 mercenaires, un chiffre dérisoire face au 1,15 million d'hommes de l'armée régulière, ces paramilitaires n'ayant en outre qu'un rôle marginal dans le dispositif guerrier du Kremlin. Ce mini-putsch, qui avorta au bout de 48 heures, aurait-il pu entraîner des pans de l'armée ? En tout cas, cela ne se fit pas. Malgré cela, il inquiéta assez le Kremlin pour qu'on exfiltre Poutine vers le lointain Valdaï et pour que des ministres fuient la capitale, où les forces de sécurité avaient fait dresser des barricades.

Certes l'armée russe n'a pas suivi, et encore moins la Garde nationale, ce corps nombreux et surarmé que Poutine a créé à part pour maintenir son ordre dans le pays. Mais il est un fait que, tandis que le convoi de blindés de Prigojine progressait vers Moscou, il a pu occuper de grandes villes sans coup

férir. Il est aussi notable que les mêmes officiers supérieurs qui n'avaient donc pas donné l'ordre de stopper Wagner sont restés muets durant le putsch, exception faite d'un général qui venait d'être mis aux arrêts pour avoir sympathisé avec Prigojine, et que l'on a contraint à l'exhorter à se rendre devant les caméras de télévision. Au vu des mises à l'écart et arrestations qui ont suivi, il semble qu'il n'était pas le seul dans les sommets de l'armée à partager avec Prigojine tout ou partie des accusations de saboter la guerre, de trahir la patrie et d'utiliser les soldats comme de la chair à canon, qu'il lançait depuis des semaines contre le ministre de la Défense et le chef d'état-major. Ces accusations avaient fini par atteindre Poutine lui-même. On peut penser que des secteurs de la haute bureaucratie civile s'y reconnaissent, car c'est impunément que, partout depuis des mois, des tenants de la droite ultranationaliste et va-t-en-guerre faisaient écho à Prigojine.

Il faut rappeler les liens que ce malfrat avait noués avec Poutine au début des années 1990, quand bureaucrates, mafieux et membres du KGB s'employaient à mettre le pays en coupe réglée. D'où son ascension auprès de celui qui devint président fin 1999, et qui allait lui donner carte blanche pour mettre ses mercenaires au service de l'État russe, en Syrie à la rescousse du dictateur el-Assad, en Afrique auprès de putschistes voulant s'emparer de la Françafrique, à Bakhmout où, au prix de milliers de morts russes et ukrainiens, Prigojine a offert à Poutine une victoire comme il n'en avait plus eu depuis la prise de Marioupol. Sans oublier le recrutement dans les prisons que le Kremlin lui avait autorisé, des milliers de détenus-engagés « volontaires » venant remplumer les effectifs de l'armée en Ukraine.

Tout cela avait propulsé le



Le général Sourovikine (à droite), qui commandait toutes les forces russes en Ukraine, vient d'être limogé pour sa proximité avec Prigojine.

patron de Wagner sur le devant de la scène. Se sentait-il intouchable au point de risquer de s'en prendre nommément aux chefs civil et militaire de l'armée nommés par Poutine ? En tout cas, cela n'a pas empêché Poutine de le dénoncer comme traître. Cela valait sentence de mort : juste deux mois après, Prigojine et ses lieutenants furent liquidés dans l'explosion de leur avion.

Mais si régler son compte à Prigojine a valeur d'avertissement pour qui, dans les sommets, serait tenté par pareille aventure, cela n'a nullement réglé le problème de fond : la crise du régime que cela a étalée au grand jour. Quel qu'ait été le but réel de Prigojine, qui se défendait de viser Poutine, c'étaient ceux qui dirigent la Russie qu'il mettait en cause, donc le régime qu'il menaçait. Cela pouvait remettre en question la pérennité d'un système qui assure la domination et les privilèges de millions de bureaucrates, d'une grosse centaine de milliardaires, les oligarques, et de dizaines de milliers de bourgeois de moindre envergure, jusqu'à l'existence même de l'État russe qui, tel qu'il est, reste le garant de l'ordre mondial dans une vaste région de l'Eurasie. Un ordre mondial que les puissances impérialistes, les États-Unis les premiers, semblent préférer, au moins au stade actuel de la militarisation du monde, ne pas voir

bouleversé. Ce serait le cas si la Russie éclatait en entités dressées les unes contre les autres – et c'est ce qui avait commencé à se produire avec l'implosion de l'URSS, puis dans la Russie d'Eltsine – ou si l'État russe s'affaiblissait tellement qu'il n'ait plus la capacité de faire régner l'ordre contre les peuples. Et il l'a encore fait, un mois avant la guerre en Ukraine, contre le prolétariat du Kazakhstan, pour sauver les intérêts des bureaucrates du cru et ceux des trusts du pétrole.

Le gouvernement américain, pourtant un habitué des déclarations contre « Poutine et sa guerre », s'est donc abstenu de commenter cette rébellion. Le temps de voir venir...

OLIGARQUES ET BUREAUCRATES

Mikhaïl Khodorkovski, cet oligarque qui a écopé de dix ans de prison et d'une confiscation de « son » empire pétrolier pour avoir voulu en disposer sans en référer à Poutine, vit désormais à Londres de façon plus que confortable. C'est de là, lors du putsch, qu'il a appelé les Russes à « aider » le chef de Wagner, expliquant que cela pouvait aider à dégager Poutine, sinon son régime. Il a aussi précisé qu'il faudrait ensuite se débarrasser du « criminel » Prigojine.



Oleg Deripaska, magnat russe de l'aluminium (à droite), au côté d'un grand patron britannique, Samir Brikho, à l'époque où il était reçu au Forum économique mondial à Davos. Ici le 29 janvier 2010.

Même si ce monsieur n'est peut-être pas, comme il se présente, l'un des porte-parole de l'opposition pro-occidentale à Poutine, ses positions favorables à l'instauration d'un capitalisme à l'occidentale sont de notoriété publique. Et, venant de l'ex plus puissant oligarque du pays, ses propos entrent en résonance avec l'attitude de nombre de milliardaires russes depuis qu'a commencé la guerre. À ses tout débuts, plusieurs, dont des oligarques très en vue tels Deripaska et Fridman, avaient clairement déclaré y être opposés. D'autres, tel Abramovitch, avaient refusé de la soutenir ouvertement. En guise de protestation, six autres oligarques ont renoncé publiquement à leur citoyenneté russe, jugeant plus prudent, avec raison, d'aller se mettre à l'abri à l'étranger. En effet, les gazettes se font fait un malin plaisir de recenser tous les cas (une trentaine) de « syndrome russe de la mort subite » qui se sont abattus sur des hommes d'affaires et de hauts fonctionnaires russes qui, ayant désapprouvé ou critiqué cette guerre, ont eu l'idée saugrenue

de sauter du 15^e étage d'un hôtel ou de se « suicider » chez eux. Ce qu'un ancien des équipes Eltsine et Poutine interviewé par *Le Monde* commentait ainsi : « Dans le monde des affaires, personne ne soutient cette folie. Mais le risque est trop grand pour s'exprimer. »

Le vrai risque pour Poutine et son régime, c'est que pareille situation n'ébranle le pacte que, à peine arrivé au pouvoir, il avait mis en main aux oligarques : « Ne vous occupez pas de politique, payez vos impôts, l'État protégera vos affaires. » Ce pacte, tous l'avaient respecté, sauf Khodorkovski, et bon gré mal gré c'est sur ce socle que la haute bureaucratie et le monde des capitalistes à la russe avaient prospéré, sinon en symbiose, du moins en étroite collaboration.

Cet accord a assuré une certaine prospérité aux deux parties, et une stabilité au régime dans son ensemble, mais c'était en temps de paix. La guerre, à laquelle le Kremlin a été contraint par les pressions des puissances impérialistes, a re-

battu les cartes. Les oligarques, au moins certains d'entre eux, n'y trouvent plus leur compte : ils ne peuvent plus mener le train de vie de grands capitalistes entre New York, Londres, la Côte d'Azur, Courchevel, etc., certains de leurs avoirs ont été gelés, les affaires de leurs groupes en Russie ont souvent perdu de leur éclat, le nombre des milliardaires russes et leur surface financière moyenne ont, une première, reculé au hit-parade mondial de la fortune.

Certes, pour l'instant, ce mécontentement ne trouve pas sur qui, sur quelles forces s'appuyer. Mais, vu les imbrications entre les intérêts des bureaucrates et ceux de la nouvelle bourgeoisie russe, il se pourrait que ce qui n'est encore que de la grogne gagne aussi des secteurs d'une bureaucratie dont Poutine est le chef depuis bientôt un quart de siècle. Et ces secteurs pourraient faire cause commune avec les oligarques ; avec comme programme d'instaurer un régime capitaliste que Navalny, héros de la petite et moyenne bourgeoisie russe, dit « propre et honnête, et sans fonctionnaires voleurs » ?

On n'en est pas encore là et la loi assure pratiquement à Poutine de rester président à vie. Encore faut-il que l'assise sociale de son pouvoir ne se fissure pas plus, alors que les tensions que la guerre génère poussent en ce sens. Une crise du régime couve, que la guerre fait mûrir, alors que, pour Poutine et les siens, il est crucial que les nantis et les privilégiés de ce pays puissent opposer un front commun aux classes populaires. Surtout si la guerre, en aggravant leur sort, les amène à combattre leurs oppresseurs.

11 septembre 2023



L'impérialisme français et sa politique indopacifique

Pendant que, cet été, Macron faisait une tournée en Nouvelle-Calédonie, au Vanuatu et en Papouasie-Nouvelle-Guinée, le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, était en Chine, la ministre des Affaires étrangères, Catherine Colonna, et le ministre des Armées, Sébastien Lecornu, recevaient à Paris leurs homologues indonésiens. Depuis 2018, l'impérialisme français met en avant une politique « indopacifique ». C'est même selon le gouvernement « une priorité pour la France ». Il justifie cette politique par l'importance de cette région du monde dans l'évolution des rapports de force, en particulier entre États-Unis et Chine.



Macron atterrit au Vanuatu, le 26 juillet.

Riche des sept départements et territoires d'outre-mer (dont Mayotte, La Réunion, la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française, Wallis et Futuna) encore sous sa domination dans l'océan Indien et dans l'océan Pacifique, l'impérialisme français pense qu'il peut y jouer un rôle particulier. L'État français dessine ainsi une carte de l'Indopacifique qui va des côtes est-africaines à la Polynésie. Il y revendique 1,65 million d'habitants, la seconde Zone économique exclusive du monde en surface avec 10 millions de km² et une présence militaire per-

manente, avec 7 000 soldats et trois bases militaires. Il prétend contribuer à y « maintenir un espace ouvert fondé sur le droit international et respectueux du multilatéralisme », refusant la « logique des blocs », entendant le bloc des États-Unis et celui de la Chine, et promouvoir une troisième voie, celle qui, tout en contestant les visées hégémoniques de la Chine en mer de Chine (« maintenir un espace ouvert »), considère la Chine comme un partenaire avec lequel il faut coopérer, en assumant « le jeu du rapport de force, y compris militaire, sans

chercher à polariser ou à accroître les tensions ». Bref, la France, comme un certain nombre d'autres États impérialistes de second rang, cherche à jouer sa propre carte dans un contexte de tensions croissantes entre les États-Unis et la Chine, une politique justifiée, à la différence de nombre de puissances européennes, par une présence, faible mais réelle, héritage de son passé de puissance coloniale.

L'INDOPACIFIQUE, UNE CONSTRUCTION POLITIQUE

L'Indopacifique est une construction politique où chaque puissance met ce qu'elle veut. Elle n'a aucune réalité géographique. Les Chinois n'utilisent d'ailleurs jamais ce terme, qui s'est imposé dans la diplomatie des puissances occidentales il y a seulement six ou sept ans et contre la Chine. Si la paternité du terme lui-même revient au Japon et à l'Australie, son succès fut assuré par l'administration Trump qui en fit une doctrine en 2017, en l'érigant en région prioritaire lors de l'édition annuelle de la « stra-

tégie de sécurité nationale» des États-Unis. En mai 2018, le commandement militaire américain pour le Pacifique (USPACOM) devint l'US Indo-Pacific Command (INDOPACOM). Il s'agissait de promouvoir un discours alternatif aux progrès de l'influence de la Chine en Asie du Sud-Est, de ses prêts et investissements réalisés à partir de 2013 au nom de ses Nouvelles routes de la soie. Il s'agissait aussi de diluer le rôle de la Chine dans la région

en y introduisant l'Inde comme contrepoids et en construisant des partenariats alternatifs à ceux construits par Pékin. Ainsi conçu par les États-Unis, le champ d'action indopacifique s'étend de leur côte ouest sur le Pacifique aux rives occidentales de l'Inde, «de Hollywood à Bollywood» pour citer l'amiral américain Harry Harris, ancien commandant de l'USPACOM. Bref, une région stratégique surveillée, selon le Pentagone, par

370 000 militaires, 2 000 avions et 200 navires et sous-marins, pour défendre les intérêts américains et ceux de leurs alliés, sans commune mesure avec les forces françaises.

LA MODIFICATION DES RAPPORTS DE FORCE

Depuis une dizaine d'années, la politique des États-Unis consiste à polariser la région :

Les accords internationaux, militaires et commerciaux, dans la région indopacifique.



ASEAN : Association des nations de l'Asie du Sud-Est, organisation politique, économique et culturelle regroupant les Philippines, l'Indonésie, la Malaisie, Singapour, la Thaïlande, Brunei, le Vietnam, le Laos, la Birmanie (Myanmar) et le Cambodge, fondée en 1967.

QUAD : Dialogue quadrilatéral pour la sécurité, fondé en 2008 mais réactivé en 2020, qui associe les États-Unis, le Japon, l'Australie et l'Inde. Rencontres diplomatiques et exercices militaires.

AUKUS : Acronyme de Australia, United Kingdom et United States, accord de coopération militaire tripartite renouvelé le 15 septembre 2021.

OTAN : Organisation du traité de l'Atlantique Nord, organisation politico-militaire engageant ses 31 membres (28 pays européens, les États-Unis, le Canada et la Turquie) dans des obligations de sécurité et de défense collectives depuis 1949 et dirigée contre l'URSS, en voie d'élargis-

sement depuis la fin de l'URSS. Des pays du Pacifique sont maintenant associés aux réunions de l'OTAN.

TPP : Traité multilatéral de libre-échange signé le 4 février 2016, qui vise à intégrer les économies des régions Asie-Pacifique et Amérique et dont les États-Unis se sont retirés en 2017. Il est en vigueur pour les sept pays qui l'ont ratifié : l'Australie, le Canada, le Japon, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, Singapour et le Vietnam.

RCEP : Accord de libre-échange entre quinze pays autour de l'océan Pacifique, en vigueur depuis début 2022. Les quinze pays sont les dix pays membres de l'ASEAN, l'Australie, la Chine, le Japon, la Corée du Sud et la Nouvelle-Zélande.

IPEF : Indo-Pacific Economic Framework, partenariat économique avec les États-Unis, le Japon et onze pays d'Asie, signé en juin 2022.



Plus de 5000 ouvriers de Viet Glory, entreprise étrangère récente de fabrication de chaussures, en grève pour de meilleurs salaires, au retour du Nouvel An lunaire, le 7 février 2022, au nord du Vietnam.

ils se servent de Taïwan et de la liberté de circulation en mer de Chine comme points d'appui pour tenter d'aligner les pays d'Asie derrière eux. Mais la Chine a du poids et des arguments, si bien que cette polarisation est loin d'être achevée. Si certaines puissances régionales s'y inscrivent déjà, en prenant fait et cause pour l'un des deux blocs, d'autres essaient de s'en tenir à distance dans la mesure de leurs possibilités, ouvrant des opportunités au moins pour un temps à d'autres puissances qui ont trouvé dans l'Indopacifique un terrain de jeu commercial et diplomatique.

La place grandissante de la Chine en tant qu'atelier du monde a de fait modifié les rapports de force régionaux, réorientant un certain nombre de circuits commerciaux en faveur de ses voisins, chez qui l'influence des États-Unis a régressé, au moins de façon relative. Ainsi depuis quinze ans, les dix

pays¹ associés au sein de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, l'ASEAN, voient leur économie dopée par la croissance chinoise. L'ASEAN est ainsi la seule région du monde, avec la Chine, à accroître sa part de marché dans les exportations mondiales de biens.

La guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine, qui s'est aggravée en 2017 avec la mise en place de tarifs douaniers, a eu pour effet de renforcer ces mêmes capitalistes de l'ASEAN. Leurs États ont accueilli toute une partie des usines de fabrication finale qui étaient implantées jusque-là en Chine et qui, parce que leurs produits partaient de la Chine vers les États-Unis, étaient frappées par les nouveaux droits de douane américains. Le Vietnam, l'Inde et Taïwan apparaissent comme les grands bénéficiaires de la hausse des tarifs douaniers. Par exemple Quanta Computer, connu pour être le princi-

pal fabricant des ordinateurs d'Apple, a inauguré en avril une nouvelle usine dans le nord du Vietnam. Foxconn, autre fournisseur d'Apple, a quant à lui dévoilé un projet également dans le nord du Vietnam, avec un investissement de 300 millions de dollars et 30 000 emplois. Outre les droits de douane prohibitifs et la pression des clients américains, inquiets de voir la guerre commerciale entraver leurs chaînes d'approvisionnement, la faiblesse des salaires vietnamiens, deux fois inférieurs aux salaires chinois, engage les firmes taïwanaises et chinoises à y délocaliser une partie de leurs usines. Les investissements taïwanais en Chine se sont réduits de 10% entre le premier trimestre 2022 et celui de 2023. Dans le même temps, ceux destinés aux pays d'Asie du Sud-Est et à l'Inde se sont accrus de près de 500%². Le Vietnam et Taïwan sont bien incapables, ne serait-ce que par les effectifs de

1 Philippines, Indonésie, Malaisie, Singapour, Thaïlande, Brunei, Vietnam, Laos, Birmanie (Myanmar) et Cambodge.

2 Selon *Courrier International* du 14 mai 2023

leur prolétariat, de remplacer la Chine comme atelier du monde. Mais les capitalistes chinois ou étrangers peuvent voir dans ces délocalisations à proximité des frontières chinoises une opportunité pour contourner les tarifs douaniers, en y implantant leurs usines d'assemblage final pour des marchandises dont les composants restent fabriqués en Chine.

Ces transactions sont facilitées par l'accord de libre-échange entré en vigueur en 2022 entre les pays de l'ASEAN, la Chine, le Japon, la Corée du Sud, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Cet accord de partenariat économique régional global (ou RCEP, Regional Comprehensive Economic Partnership) a permis de constituer la plus grande zone de libre-échange au monde, couvrant 30 % des richesses produites sur la planète. La Chine continue donc de jouer un rôle important dans les économies des pays de l'ASEAN : en 2022 elle y a exporté 600 milliards de dollars de marchandises et en a importé 400 milliards. En 2021, le commerce des pays de l'ASEAN avec la Chine était deux fois supérieur à celui avec les États-Unis.

Les zones de libre-échange ne sont pas forcément une mauvaise chose pour les États-Unis, même s'ils n'en sont pas membres. Ainsi le marché unique de l'Union européenne leur a permis d'accéder à un marché unifié de 500 millions de consommateurs. Tout dépend des mains entre lesquelles s'accumulent les profits et donc des rapports de force entre les différentes bourgeoisies dans ce qu'elles appellent la « chaîne de valeur », c'est-à-dire dans l'appropriation de la plus-value produite par les travailleurs. La bourgeoisie chinoise, fournisseur non plus seulement de main-d'œuvre dans ses ateliers de sous-traitance mais aussi de produits finis, d'automobiles, de téléphones, capable de grands travaux y compris à



REUTERS

Joe Biden, le Premier ministre australien, Anthony Albanese, et le Premier ministre britannique, Rishi Sunak, après une réunion trilatérale de l'AUKUS, à la base militaire de San Diego, en Californie, le 13 mars 2023.

l'étranger, est de plus en plus en concurrence avec une partie de la bourgeoisie américaine. La Chine cherche à gagner et à asseoir ses positions au travers des relations qu'elle tisse avec ses voisins afin de faciliter ses affaires et de faire progresser sa puissance militaire et diplomatique. Symétriquement, le renforcement des relations entre les États-Unis et un certain nombre d'États de la région est une des composantes de l'endiguement économique, diplomatique, militaire opéré par les Américains contre la Chine.

LES MANŒUVRES AMÉRICAINES

Mis à part les pays qui sont considérés comme alliés de la Chine (Cambodge, Laos), on peut distinguer dans les pays de la région ceux qui, comme l'Australie, le Japon, la Corée du Sud, les Philippines, ont des accords de sécurité et de défense avec Washington, et les autres pays, l'Inde et une partie des États de l'ASEAN, comme l'Indonésie, la Malaisie, Singapour, le Vietnam, avec qui les relations sont plus complexes. Les États-Unis cherchent à s'appuyer sur les premiers, les fidèles, pour entraîner les autres,

afin de les gagner à leur politique antichinoise. Mais rien n'est acquis et les États-Unis doivent se battre pour maintenir leurs positions. Ainsi, avant qu'un Marcos, fils du dictateur proaméricain des années 1980, n'en reprenne les rênes, les Philippines ont eu pendant quelque temps des relations ambiguës avec la Chine. Et la Thaïlande, autrefois considérée comme alliée des États-Unis, achète maintenant ses armes en Chine et fait avec elle des exercices militaires conjoints.

Pour contrer la Chine, les États-Unis ont développé des organisations spécifiques, comme le QUAD, le Dialogue quadrilatéral pour la sécurité, en anglais Quadrilateral Security Dialogue, fondé en 2008 mais réactivé en 2020, qui associe les États-Unis, le Japon, l'Australie et l'Inde. Cette alliance est vue explicitement comme une manœuvre d'endiguement de la Chine, associant l'Inde aux alliés traditionnels des États-Unis. Alors que la Chine est accusée de vouloir s'approprier Taïwan et la mer de Chine méridionale, la principale voie de communication commerciale au monde, les objectifs affichés du QUAD sont la défense d'un « Indopacifique libre et ouvert » et la « liberté de circulation en

mer de Chine ». Alors que depuis 1992 les armées américaine et indienne se retrouvent régulièrement dans des exercices militaires, en novembre 2020 le QUAD a élargi ces exercices aux frégates et hélicoptères des marines australienne et japonaise. Si cet engagement indien aux côtés des États-Unis est réel, il ne s'agit pas, pour New Delhi, de se joindre à eux dans un alignement unilatéral. L'Inde joue sa propre partition. Avant la guerre en Ukraine, le premier fournisseur d'armes de l'Inde était la Russie, et l'Inde n'a voté aucune résolution des Nations unies condamnant l'agression russe. Si le QUAD n'est pas officiellement une alliance militaire, c'est parce qu'en Inde, qui se dit non-alignée depuis son indépendance en 1947, une telle alliance serait politiquement difficilement acceptée. Mais, avec le QUAD, les États-Unis s'assurent de ne pas avoir l'Inde contre eux mais avec eux, d'autant plus que les points de friction entre l'Inde et la Chine sont multiples, à la frontière du Ladakh dans l'Himalaya, avec le Pakistan, allié de la Chine, et sur le terrain commercial et industriel depuis que l'Inde a été citée comme position de repli possible pour les entreprises installées en Chine.

L'AUKUS, pour Australie, United Kingdom, USA, est une alliance plus classique entre puissances impérialistes. Formé fin 2021, en renouvellement d'un accord datant de 1951, cet accord prévoit une coopération militaire plus poussée, dont l'impérialisme français a fait les frais en perdant le marché des sous-marins australiens. L'AUKUS s'est formé ouvertement contre la Chine. Ainsi les sous-marins qui seront finalement fabriqués par les États-Unis seront à propulsion nucléaire et seront en mesure de naviguer le long des côtes chinoises. Interopérables, ils seront à la base d'une force maritime commune. L'AUKUS est

pour le reste du monde le gage de l'investissement de l'impérialisme dans la région face à la Chine.

Ce sont les retards pris par l'OTAN, Organisation du traité de l'Atlantique Nord, à se positionner dans le Pacifique qui rendent nécessaires pour les États-Unis les accords « minilatéraux » comme l'AUKUS et le QUAD. Pour l'OTAN, centrée sur l'Atlantique et l'Europe, basculer vers le Pacifique ne semble pas chose si aisée. Pourtant, elle s'y achemine. Depuis le sommet de Madrid le 30 juin 2022, qui a intégré la Chine au rang de ses préoccupations, le Japon et la Corée du Sud sont invités aux sommets de l'OTAN comme partenaires asiatiques aux côtés de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande. En octobre 2022, une douzaine de responsables militaires de l'OTAN se sont rendus à Taïwan. En visite au Japon puis en Corée du Sud fin janvier, son secrétaire général, Stoltenberg, a affirmé que la Chine se trouve désormais « *beaucoup plus haut* » dans l'agenda de l'OTAN. À Vilnius, le 11 juillet dernier, le secrétaire a déclaré que « *l'OTAN est une alliance régionale, mais elle fait face à des défis mondiaux* », ajoutant qu'au vu de l'affirmation de puissance de la Chine à l'échelon mondial et de la guerre menée par Moscou contre l'Ukraine, il fallait que l'OTAN, l'Union européenne et les partenaires de l'Indopacifique veillent à coopérer plus étroitement encore.

En parallèle de leur politique de polarisation militaire, les États-Unis cherchent à continuer à peser économiquement auprès des pays d'Asie du Sud-Est. En juin 2022, ils ont annoncé un accord économique, l'IPEF, Indo-Pacific Economic Framework, avec une série de pays de la région. Selon le conseiller américain à la Sécurité nationale, Jake Sullivan, l'IPEF doit, après le retrait des États-Unis du traité de libre-

échange transpacifique (TPP) en 2017, rétablir « *le leadership économique américain et [constitue] une alternative à la démarche proposée par la Chine* ». L'IPEF n'est pas un accord de libre-échange mais comprend des engagements réciproques, en particulier sur le respect de normes protectionnistes communes concernant les produits échangés ainsi que sur « *la capacité d'adaptation de la chaîne d'approvisionnement* », c'est-à-dire la relocalisation des activités dans les pays partenaires, hors de Chine donc. En 2022, outre les États-Unis, pas moins de treize pays avaient signé l'accord, de l'Australie à l'Inde, de l'Indonésie au Japon, des Philippines à la Corée du Sud.

Ainsi les pays du Sud-Est asiatique, qui comme l'Indonésie, Singapour, le Vietnam... profitent des retombées du développement de la Chine, essaient-ils de tenir un certain équilibre avec les États-Unis.

LES PUISSANCES RÉGIONALES ENTRE DEUX FEUX

La pression croissante des États-Unis autour de la Chine a donc soumis un certain nombre des régimes au pouvoir dans les pays asiatiques à deux injonctions contradictoires. D'un côté, il y a, pour toute une partie d'entre eux, la pression militaire et diplomatique du parrain, l'impérialisme américain, et de l'autre, il y a leurs affaires, qui dépendent en partie de leurs relations avec Pékin.

Au fil des ans, le Japon est devenu, tout en conservant sa Constitution pacifiste, une puissance militaire, mais une puissance somme toute moyenne, dont la position est soumise à ces injonctions contradictoires. Ainsi il accompagne voire précède la montée en puissance militaire des États-Unis dans la région : exercices militaires

conjoint, augmentation du budget militaire, participation au QUAD et accueil de l'OTAN dans le Pacifique, il s'agit pour le Japon de consolider la position des États-Unis dans la région en renforçant l'alliance militaire et diplomatique avec eux. D'un autre côté, les économies du Japon et de la Chine sont en partie intégrées. La Chine est le plus important partenaire commercial du Japon. Aussi cherche-t-il, en même temps qu'il renforce ses liens avec les États-Unis, à renforcer la coopération économique avec la Chine, par exemple en signant le RCEP en novembre 2020. Ces politiques qui semblent contradictoires se conjuguent en fait, telles deux assurances complémentaires, la première en intégrant un partenaire régional désormais incontournable et profitable, la seconde en se mettant sous la protection du parrain américain face au même partenaire mais aussi concurrent. C'est ce que certains appellent la diplomatie pragmatique d'une puissance moyenne.

Les régimes au pouvoir en Asie du Sud-Est sont eux aussi soumis aux mêmes contradictions. Les États de l'ASEAN n'ont pas adhéré à ce jour au QUAD, parce qu'ils estiment que ce genre d'alliance militaire augmente les tensions dans la région et les place dans la position difficile de choisir officiellement entre leur bienfaiteur économique, la Chine, et l'impérialisme dominant, les États-Unis. Car si la Chine est une menace sur Taïwan et en mer de Chine méridionale, elle est aussi une opportunité pour les bourgeoisies nationales de l'Asie du Sud-Est. Comme l'a dit le Premier ministre de Singapour, Lee Hsien Loong, en 2020 : « Les pays asiatiques ne veulent pas être forcés à choisir entre Chine et États-Unis. » Malgré tout, le renforcement de la présence américaine dans la région profite à ces régimes, en leur offrant une monnaie d'échange



Au sommet 2023 de l'ASEAN, à Jakarta, en septembre, Li Qiang, premier ministre chinois (ci-dessus) et Kamala Harris, vice-présidente américaine, (ci-dessous)



pour négocier avec la Chine. Il s'agit juste de pas trop donner aux États-Unis pour éviter de se brouiller avec Pékin. Ainsi les Philippines, qui ont ouvert quatre nouvelles bases à l'armée américaine, ont-elles expliqué qu'il ne s'agissait pas d'ouvrir des bases américaines sur l'archipel, mais d'autoriser les États-Unis à utiliser des installations philippines moyennant de substantiels coûts de location.

En cas de guerre entre la Chine et Taïwan, quelle serait l'attitude des pays de l'ASEAN ? Malgré la pression américaine, les dirigeants de l'ASEAN refusent à ce jour de comparer la situation de Taïwan à celle de

l'Ukraine. Ils disent que l'île n'a pas de légitimité à être indépendante et qu'elle reviendra tôt ou tard à la Chine. Il n'est donc pas dit que tous suivraient les États-Unis dans un tel conflit, s'il avait lieu dans un avenir proche.

LA TROISIÈME VOIE FRANÇAISE, D'ABORD CELLE DU COMMERCE

Ce sont ces contradictions qu'ont essayé d'exploiter les pays impérialistes de second rang que sont le Royaume-Uni, l'Allemagne et la France, non pas pour peser sur la région – ils sont bien loin d'en avoir la puis-

sance nécessaire – mais pour au moins en profiter commercialement. En achetant leurs armes à la France ou à l'Allemagne, les pays comme l'Inde, l'Indonésie, Singapour font un geste politique signifiant à la Chine ou à leur opinion publique qu'ils ne sont pas complètement inféodés aux États-Unis. Ainsi la France est devenue depuis 2017 le second exportateur d'armes en Inde³, derrière la Russie et devant les États-Unis. À Singapour, la France est devenue le deuxième exportateur d'armes derrière les États-Unis. L'Indonésie, qui se fournit pour moitié en Corée du Sud et un tiers aux États-Unis, a fait monter l'Allemagne et la France à 15 % de ses fournitures. Après la rencontre avec Colonna cet été, l'Indonésie a confirmé la commande de 26 Rafale. La Thaïlande, qui au début des années 2000 se fournissait exclusivement aux États-Unis, s'approvisionne mainte-

nant aussi en Chine, en France, en Allemagne, au Danemark... Signe de l'évolution des rapports de force et des liens entre États, le Pakistan a cessé d'acheter ses armes aux États-Unis pour passer commande quasiment exclusivement à la Chine.

Face à la Chine, les bourgeoisies d'Europe n'ont pas toutes la même position. L'Allemagne multiplie les accords commerciaux et les investissements en Chine. Ursula von der Leyen, à la tête de l'Union européenne, semble vouloir emboîter le pas aux États-Unis, en mettant en avant le contrôle des investissements et la relocalisation des chaînes d'approvisionnement en Europe même. Quant à la France, sa politique est qualifiée de « en même temps ». En avril, après sa visite à Pékin, Macron avait déclaré : « *La pire des choses serait de penser que nous, Européens, devrions être suivistes sur ce sujet et nous adap-*

ter au rythme américain et à une surréaction chinoise. » Trump, avec toute sa finesse légendaire, l'avait alors accusé de « lécher le cul » de son homologue chinois, Xi Jinping. D'autres voix en Europe l'avaient accusé de « *malmener la relation transatlantique qui demeure, qu'on le veuille ou non, la clé de voûte de la sécurité européenne* », lui reprochant d'entrer dans le jeu de la Chine qui essaie de séparer l'Europe des États-Unis. Cette pression sur l'impérialisme français montre en tout cas toutes les limites de sa politique et le fait que le temps des opportunités est sans doute sur sa fin. Pour rattraper le coup, quelques jours plus tard, alors que la Chine avait déployé une nouvelle fois ses navires et bateaux autour de Taïwan, la marine française faisait emprunter le détroit de Taïwan à une de ses frégates, ce qui revenait de fait à soutenir la position amé-



Sur la base militaire américaine de Guam, dans le Pacifique, des avions français participent à un exercice pro-occidental, le 19 juillet.

3 Tables des importations et des exportations d'armes du Stockholm International Peace Research Institute (sipri.org)

ricaine sur la liberté de navigation dans ce détroit. Quelques mois plus tard, en même temps que Macron dénonçait de façon unilatérale la Chine « impérialiste » et prédatrice dans les îles du Pacifique dans son discours du 27 juillet au Vanuatu, le 28 juillet son ministre de l'économie, Le Maire, était « en même temps » en Chine pour discuter affaires, notamment pour le compte d'Airbus et de l'industrie des cosmétiques.

La politique de l'impérialisme français, comme celle, avec ses variantes, de l'impérialisme allemand, est celle d'une puissance de second rang, d'une puissance moyenne qui profite des opportunités pour faire du commerce, pour placer les produits de ses capitalistes, en particulier au travers de Dassault, Thales et NavalGroup, des entreprises liées entre elles et à la famille Dassault. La troisième voie, qui prétend faire de l'impérialisme français une puissance d'équilibre, est donc surtout une posture commerciale, et qui n'est pas sans aléas, comme l'annulation de la vente des sous-marins à l'Australie l'a rappelé.

Quant au terrain militaire et diplomatique, celui qui est au final décisif, l'impérialisme français se range sans hésiter derrière l'impérialisme américain. La guerre en Ukraine en est une illustration. Elle va, conjointement à la montée en puissance de l'OTAN dans le Pacifique, alourdir la pression pour un alignement complet des puissances moyennes, occidentales ou asiatiques, derrière les États-Unis. La participation de l'armée française aux exercices militaires conjoints organisés par les États-Unis dans le Pacifique montre déjà la position de fond de l'impérialisme français. Personne n' imagine une minute des exercices conjoints avec la Chine. Cet été, les armées françaises ont fait de nouvelles démonstrations, avec l'édition 2023 de leur exercice PEGASE, abréviation pour Projection d'un dispositif aérien d'envergure en Asie du Sud-Est, en y envoyant une vingtaine d'avions. Après une escale aux Émirats arabes unis, des Rafale se sont rendus à Singapour et en Malaisie afin d'y faire quelques exercices conjoints

et quelques démonstrations commerciales. Une partie des avions ont rejoint la base américaine de Guam, au sud-est des Philippines, pour y prendre part à un exercice militaire avec les forces américaines, canadiennes, australiennes, néo-zélandaises, britanniques et japonaises. Après Guam, une partie de ces troupes se sont rendues au Japon, en Corée du Sud, en Indonésie et au Qatar pour d'autres entraînements conjoints. Une autre partie devait se déployer sur l'archipel des Palaos.

L'impérialisme français est un impérialisme de second rang, qui souhaite peser dans les événements à l'échelle du monde comme dans son partage. Il joue de ses possessions coloniales dans le Pacifique pour être accepté à un certain rang dans la coalition américaine, cette coalition qui cherche à continuer à dominer le monde et qui est prête à utiliser tous les moyens, y compris les armes, pour y arriver.

Le 11 septembre 2023



Mexique : la prochaine “transformation” sera l’œuvre des travailleurs

Ce texte est adapté d’un article paru aux États-Unis dans la revue *Class Struggle* (n° 116, été 2023) publiée par nos camarades du groupe trotskyste The Spark.

Lors de sa campagne électorale de 2018, l’actuel président mexicain, Andrés Manuel López Obrador, fit la promesse de lancer la « quatrième transformation » du pays, assurant qu’elle ne serait « *pas moins profonde que l’Indépendance, la Réforme et la Révolution* ».

La première transformation à laquelle il se réfère, ce sont les guerres d’indépendance contre la couronne espagnole. Commencées en 1810, elles aboutirent à l’indépendance du Mexique en 1821. Dans leur combat contre l’armée impériale, les classes supérieures mexicaines s’y étaient appuyées sur des mobilisations populaires : paysans et ouvriers agricoles, mineurs et mulâtiers, populations autochtones... qui échappèrent plus d’une fois à leur contrôle.

La seconde, la Réforme, désigne les guerres civiles qui secouèrent le pays de 1857 à 1867. Elles aboutirent à l’instauration d’un État mexicain unifié et consolidé sous la direction du général Porfirio Díaz, en même temps qu’à l’affermisssement du pouvoir des propriétaires fonciers dans les campagnes. Pendant cette période, marquée par des interventions militaires directes de la France et des États-Unis, l’agitation sociale

fut importante parmi les travailleurs agricoles et les tribus amérindiennes.

La troisième désigne la révolution qui débuta en 1911, dont nous reparlerons.

Les luttes de classes qui ont accouché de ce que López Obrador appelle les « transformations » ont jeté les bases du développement capitaliste qui a conduit au Mexique d’aujourd’hui. Une classe bourgeoise au sens propre du terme est née. Les fondements d’une écono-

mie industrielle ont été jetés, faisant du pays un endroit particulièrement attrayant pour les entreprises des États-Unis qui voulaient investir dans la production, alors même que le Mexique se libérait de sa longue tutelle coloniale¹.

Selon la Banque mondiale, en 2022, l’industrie manufacturière mexicaine a produit plus de richesses que celle de n’importe quel pays d’Amérique latine et de n’importe quel pays sous-développé, à l’exception



Une maquiladora : ici une usine de sous-traitance textile à Mexico.

¹ Le Mexique fut envahi par les conquistadors espagnols autour de 1520. Cette conquête brutale aboutit à la disparition rapide de 95% de la population autochtone, du fait des violences et des maladies. Pendant les trois siècles suivants, la société mexicaine, dominée par l’Église catholique et les représentants militaires et administratifs de l’Espagne, demeura arriérée. Seule l’extraction minière et les exploitations agricoles qui lui étaient liées connurent un relatif développement. (Note LDC).

de l'Inde et de la Chine, qui comptent chacune plus de dix fois plus d'habitants. Les entreprises états-uniennes profitent énormément de leur emprise sur le Mexique. Mais la majeure partie de la population mexicaine reste enlisée dans la pauvreté et la violence, et a désespérément besoin d'une quatrième transformation, pour reprendre le vocabulaire du président.

La nécessaire quatrième transformation dont se réclame López Obrador n'a jamais été plus qu'un slogan électoral. Aucun homme politique, ni aux États-Unis ni au Mexique, n'a l'intention, et encore moins la capacité, de s'appuyer sur l'héritage des révolutions du passé. Mais ce sont bien les transformations auxquelles le président fait référence qui ont engendré le Mexique d'aujourd'hui et ont

fait naître la classe ouvrière, seule force sociale capable de mener à bien la transformation de la société capitaliste en société socialiste, au Mexique comme dans le monde entier.

LA TROISIÈME TRANSFORMATION : LA RÉVOLUTION MEXICAINE ET SES CONSÉQUENCES, 1910-1940

Bien que la dictature de Porfirio Díaz ait été garante des intérêts fondamentaux des propriétaires d'haciendas² et de la bourgeoisie naissante, les uns et les autres ont commencé à trouver son poids de plus en plus gênant, pour leur vie quotidienne comme pour leurs intérêts commerciaux. Et ils étaient étouffés par l'impérialisme américain, allié indéfectible de la dictature.

Une partie de la bourgeoisie s'opposa à la dictature, exerçant une pression suffisante pour que Díaz se sente obligé de promettre des élections équitables en 1910. Mais, après avoir établi un cadre pour ces élections, Díaz fit arrêter son principal adversaire électoral. Ce candidat, le riche propriétaire d'haciendas Francisco Madero, appela la population à se soulever pour soutenir sa candidature à la présidence. Et certains officiers, avec leurs soldats, se joignirent à lui.

Comme lors des deux transformations précédentes, cette lutte au sommet ouvrit la porte à une vague de rébellions. Dans l'État du Morelos, Emiliano Zapata rassembla les paysans en une armée qui redistribuait les terres des haciendas dans les zones sous son contrôle. Dans



Emiliano Zapata (avec le sombrero) et Pancho Villa (sur le fauteuil présidentiel) lors de l'occupation du palais national de Mexico, le 6 décembre 1914.

2 Une hacienda est une exploitation agricole de grande dimension.

WIKICOMMONS



Lázaro Cárdenas signe la réforme agraire, à Jiquilpan, à l'ouest de Mexico. Peinture de 1938.

le nord, Pancho Villa forma une armée de travailleurs des haciendas, lui aussi en vue du partage des terres. En 1914, à la tête de leurs armées, ils envahirent Mexico. Cette occupation de la capitale fit grand peur à la classe dirigeante. Mais, au bout de quelques semaines, les paysans, sans autre objectif que la terre et sans plan pratique pour l'obtenir, repartirent d'où ils étaient venus.

Pendant près de dix ans, la situation resta instable. Des armées paysannes se levaient, puis disparaissaient. Pendant ce temps, renforcée par les hommes de main des propriétaires fonciers, l'armée mexicaine se reconstitua, sous la direction de «généraux révolu-

tionnaires» qui avaient mené des luttes non seulement contre les paysans mais aussi les uns contre les autres. Ces généraux fondèrent ensuite un nouveau parti politique appuyé sur l'armée. Prenant le pouvoir en 1929, ils établirent un régime militaire qui devait durer jusqu'en 2000. Après avoir changé de nom à plusieurs reprises, ce parti prit en 1946 celui de Parti révolutionnaire institutionnel (PRI).

La reconstitution de l'armée et la création du parti ne mirent pas fin aux combats dans les campagnes. Même après la fin des conflits à grande échelle, une guerre civile larvée pour la possession de la terre se poursuivit dans les années 1930 entre les milices paysannes et

les «gardes blancs» au service des propriétaires d'haciendas. En 1933, les dirigeants du parti au pouvoir (à l'époque baptisé le Parti révolutionnaire national) choisirent comme président l'un des généraux, Lázaro Cárdenas, car il avait su contenir la mobilisation paysanne dans son État natal du Michoacán, en intégrant les organisations paysannes au sein de son pouvoir régional. Une fois au pouvoir au niveau national, son gouvernement lança une réforme agraire par en haut. L'État devint le propriétaire officiel d'environ 20 millions d'hectares, un dixième de la superficie du pays, provenant des haciendas, et il donna aux paysans le droit de cultiver ces terres, qu'ils avaient déjà en grande partie occupées. Cela suffit à lier les principales organisations paysannes au parti de Cárdenas et à l'État.

Cárdenas mena une politique similaire à l'égard des organisations de la classe ouvrière. Il se prononça en faveur de la syndicalisation et même de certaines grèves, notamment contre les entreprises étrangères. Les travailleurs saisirent la balle au bond. En 1933, on n'avait enregistré que 15 grandes grèves. Ce nombre passa à 202 en 1934 et à plus de 600 en 1935. Les syndicats furent légalisés, mais dans un cadre juridique strictement délimité par l'État : une série de règles limitaient leurs initiatives et posaient toutes sortes de conditions à la légalité de leurs actions. En 1936, la principale fédération syndicale fut intégrée au parti de Cárdenas, qui s'élargit alors et changea à nouveau de nom pour devenir le Parti de la révolution mexicaine.

En juin 1938, Trotsky analysait comme suit la situation du Mexique sous Cárdenas :

« Dans les pays industriellement arriérés, le capital étranger joue un rôle décisif. D'où la faiblesse relative de la bourgeoisie nationale par rapport au prolétariat national. Cela crée des

conditions particulières pour le pouvoir d'État. Le gouvernement peut gouverner soit en se faisant l'instrument du capitalisme étranger et en tenant le prolétariat sous le joug d'une dictature d'État, soit en manœuvrant avec le prolétariat et en allant jusqu'à lui faire des concessions, afin de se ménager une certaine liberté par rapport aux capitalistes étrangers. La politique actuelle [du gouvernement mexicain] relève de cette deuxième option. Ses plus grandes conquêtes sont les expropriations des chemins de fer et des industries pétrolières.»³ Entre 1929 et 1937, le Mexique nationalisa en effet les chemins de fer, qui appartenaient principalement à des investisseurs américains et britanniques. Un an plus tard, il les confiait à une «gestion ouvrière», c'est-à-dire aux syndicats déjà intégrés au parti de Cárdenas. En 1938, une vague de grèves dans l'industrie pétrolière conduisit à une décision de la Commission nationale de médiation d'augmenter les salaires des travailleurs du pétrole, ce que les entreprises refusèrent. Cárdenas en prit prétexte pour exproprier l'ensemble de l'industrie pétrolière. Son administration lança une campagne pour soutenir cette initiative : il incita un maximum de Mexicains à participer à leur petite échelle au processus de nationalisation, en leur demandant de donner quelques pesos pour aider à payer l'indemnité que l'État mexicain offrait aux compagnies. La Grande-Bretagne ne pouvait pas y faire grand-chose. Et les États-Unis, à l'approche de la Deuxième Guerre mondiale, étaient plus soucieux d'assurer la stabilité de leur frontière sud que d'aider les compagnies pétrolières concernées, dont la plupart étaient de toute façon britanniques.

Dans un autre article écrit le

même mois⁴, Trotsky explique : «Le Mexique semi-colonial lutte pour son indépendance nationale, politique et économique. (...) L'expropriation est le seul moyen efficace de sauvegarder l'indépendance nationale et les conditions élémentaires de la démocratie. (...) L'expropriation des champs de pétrole n'est ni du socialisme ni du communisme. Mais c'est une mesure d'autodéfense nationale très progressiste.» Enfin, considérant que «la lutte autour du pétrole mexicain n'est qu'une des escarmouches annonciatrices des futures grandes batailles entre oppresseurs et opprimés», il prévoyait deux issues possibles⁵. D'une part, la possibilité que, «par l'intermédiaire de syndicats sous contrôle, le capitalisme d'État puisse tenir les travailleurs en échec, les exploiter cruellement et paralyser leur résistance». À l'inverse, il envisageait la possibilité révolutionnaire que, «s'appuyant sur les positions acquises dans des branches exceptionnellement importantes de l'industrie, les travailleurs puissent mener l'offensive contre toutes les forces du capital et contre l'État bourgeois». En tout état de cause, écrivait-il, «pour que les travailleurs utilisent cette nouvelle

forme d'activité dans l'intérêt de la classe ouvrière, et non de l'aristocratie ouvrière et de la bureaucratie, une seule condition est nécessaire : l'existence d'un parti marxiste révolutionnaire» qui parviennent, entre autres choses, à «gagner de l'influence dans les syndicats et à assurer une représentation ouvrière révolutionnaire dans l'industrie nationalisée». En 1938, ce parti n'existait pas et il ne fut pas créé. Les potentialités révolutionnaires de la situation ne se concrétisèrent donc pas.

UN DÉVELOPPEMENT BOURGEOIS À L'OMBRE DE L'IMPÉRIALISME

Le Mexique n'ayant pas emprunté la voie révolutionnaire, il vit au cours des quarante années suivantes l'État s'appuyer sur les industries nationalisées pour subventionner les entreprises et donner une base industrielle au pays, avec suffisamment de succès pour que son développement économique soit qualifié de «miracle mexicain». La nouvelle dictature, vue comme plus «perfectionnée» par bien des observateurs bourgeois, sut tirer parti de la période de répit



Petite production agricole dans la région de Puebla, au sud-est de Mexico.

MAYELA SANCHEZ / GPI/MEXICO

3 Léon Trotsky, «L'industrie nationalisée et la gestion ouvrière», Œuvres, tome 18, juin 1938, EDI.

4 Léon Trotsky, «Le Mexique et l'impérialisme britannique», Œuvres, tome 17, 5 juin 1938, EDI.

5 Les citations qui suivent sont tirées du premier article cité : «L'industrie nationalisée et la gestion ouvrière».



Grève des cheminots, février 1959. « Pachuca (ville au nord de Mexico) soutient le mouvement de grève ».



Avril 1968 : l'armée mobilisée contre les étudiants sur le Zocalo, la place principale où se trouve le palais présidentiel.

offerte aux pays d'Amérique latine par la Deuxième Guerre mondiale. L'Europe étant préoccupée par la guerre sur son sol et l'impérialisme américain par son expansion en Asie grâce à la guerre, le Mexique profita de l'occasion pour s'industrialiser.

Outre les usines, les fabriques et les mines, le pays se dota d'une infrastructure de base en matière de transport, d'éducation et de santé, même si de nombreux villages restaient à l'écart de ces progrès matériels.

Dans les campagnes, la réforme agraire par en haut conduisit de nombreuses personnes à revenir à l'agriculture vivrière, alors même que, pas si loin d'elles, des villes et des industries modernes prenaient leur essor. D'une manière géné-

rale, la productivité du travail dans les campagnes mexicaines était très faible, et la majeure partie des paysans vivaient dans une grande pauvreté. L'économie paysanne ne pouvait pas vraiment assurer un niveau de vie adéquat ni employer l'ensemble des jeunes générations, ce qui entraîna un flux constant de demandeurs d'emploi vers les villes.

Dans cette période de richesse croissante pour les bourgeois liés au régime et de pauvreté persistante pour la majeure partie de la population, la dictature établie par le PRI se fit de plus en plus répressive. En 1959, les militaires écrasèrent une série de grèves dans les chemins de fer. En 1962, la police tua des dizaines de paysans qui récla-

maient une réforme agraire. En 1968, les troupes mexicaines massacrèrent des centaines de manifestants étudiants dans le quartier de Tlatelolco, juste avant les Jeux olympiques de Mexico. Le massacre de Tlatelolco, dite de la place des Trois cultures, marqua le début de ce qu'on appela au Mexique la « sale guerre ». Entre les années 1960 et 1980, avec l'aide des États-Unis, les forces de sécurité mexicaines firent disparaître, torturèrent et exécutèrent des milliers de personnes accusées d'appartenir à des organisations militantes.

Le parti qui, sous Cárdenas, avait choisi de s'appuyer sur la classe ouvrière pour lutter contre l'impérialisme, avait manifestement changé de cap, s'appuyant plutôt sur la dictature d'État pour maintenir la classe ouvrière sous contrôle.

SOUS LA SURVEILLANCE DIRECTE DE L'IMPÉRIALISME

La croissance de l'économie mexicaine rendit le pays encore plus attractif pour les capitaux états-uniens, une fois passée la reprise économique d'après-guerre. Les investissements en provenance des États-Unis affluèrent. Longtemps, c'étaient les excédents produits par l'industrie pétrolière nationalisée qui avaient permis la croissance. Mais, au début des années 1980, le prix du pétrole s'effondra. Le Mexique fut contraint de se tourner vers les marchés financiers internationaux, dominés par les États-Unis, pour renflouer les finances publiques. Ces renflouements en série furent assortis de conditions qui obligèrent le pays à ouvrir, plus encore qu'avant, son économie aux investissements et au commerce étrangers. Le processus fut couronné par l'ALENA (Accord de libre-échange nord-américain, signé en 1994 entre les États-Unis, le Canada et le Mexique), qui consista essentiellement en

une codification des changements en cours.

Depuis le début de cette évolution, il y a quarante ans, le Mexique a absorbé un flot d'investissements internationaux qui ont favorisé un développement industriel et agricole spectaculaire. Et le Mexique est devenu, à bien des égards, un sous-traitant de l'industrie états-unienne. En 2019, il était le premier partenaire commercial des États-Unis, et il n'a été qu'à peine dépassé par le Canada depuis lors. De nombreuses usines mexicaines sont complètement intégrées à des chaînes d'approvisionnement transfrontalières : les pièces font des allers-retours entre le Mexique et les États-Unis avant de se retrouver dans un produit fini. Ces chaînes sont très majoritairement contrôlées par des entreprises états-uniennes, européennes ou japonaises produisant en grande partie pour le marché des États-Unis. Le Mexique fabrique et exporte chaque année pour 100 milliards de dollars de véhicules vers les États-Unis pour Stellantis, Ford, Nissan ou Volkswagen, qui comptent parmi les vingt plus importants employeurs du Mexique.

La transformation économique des quarante dernières années a frappé de plein fouet les petits producteurs mexicains, en particulier la paysannerie. Ils n'ont pu rivaliser avec le maïs et les haricots bon marché cultivés aux États-Unis, qui ont inondé le pays depuis les années 1990 et entraîné la faillite de plus de deux millions de petites exploitations. Les petits commerces n'ont pas plus été en mesure de faire face à la concurrence. La plus grande chaîne de supermarchés au Mexique aujourd'hui est Walmart, qui est aussi le plus grand employeur privé du pays. Actuellement, près de la moitié de la population vit en dessous du seuil de pauvreté, extrêmement bas au Mexique, notamment parce

que les emplois créés n'ont pas suffi à compenser ceux détruits dans les petites exploitations agricoles et le petit commerce. Comme le souligne López Obrador lui-même, alors qu'environ 1,2 million de Mexicains entrent sur le marché du travail chaque année, « *au cours des quinze dernières années, seuls 500 000 emplois ont été créés par an* ». Ainsi chaque année, et depuis longtemps, 700 000 Mexicains n'ont le choix qu'entre trois voies : l'émigration, l'économie informelle et la délinquance voire le crime. C'est bien le manque d'emplois qui est à l'origine de la violence incessante, largement causée par les cartels de la drogue qui se sont considérablement développés depuis les années 1980 et sont eux-mêmes liés à diverses parties de l'appareil d'État. De plus, l'énorme armée de réserve industrielle constituée par les travailleurs privés d'emploi aide les employeurs à faire pression sur les salaires.

Alors que López Obrador s'est fait élire il y a cinq ans en promettant que sa quatrième transformation ferait fonctionner l'économie et le gouvernement mexicains « *pour le bien de tous, et des pauvres en premier* », ses politiques ont été, pour l'essentiel, peu différentes de celles des présidents précédents : elles ont été conçues pour servir les intérêts de la bourgeoisie mexicaine et, surtout, des entreprises états-uniennes qui dominent l'économie du pays.

Loin de redéfinir les relations du Mexique avec l'impérialisme, López Obrador s'est efforcé de vendre le pays comme une alternative à la Chine, en vantant ses salaires encore plus bas. En 2019, le secrétaire à l'Économie a publié une brochure intitulée *Les atouts du Mexique* à l'intention des investisseurs étrangers potentiels. À la suite d'un graphique, la première phrase de la brochure explique : « *Comme on peut le*

constater, les coûts de la main-d'œuvre au Mexique sont nettement inférieurs à ceux du Brésil, de la Pologne et de la Corée, entre autres. »

Oui, une quatrième transformation est nécessaire : une transformation qui ne s'attaquera pas seulement aux problèmes de la terre, de l'emploi et de la pauvreté, mais aussi aux forces qui contrôlent le Mexique, c'est-à-dire à la classe capitaliste mexicaine et, surtout, à l'impérialisme américain.

LA FORCE QUI POURRAIT TRANSFORMER LE MEXIQUE EXISTE

Les changements survenus au cours des quarante dernières années ont fait grossir considérablement la seule force qui a la capacité de transformer le Mexique, à savoir la classe ouvrière mexicaine. Alors qu'en 1980 seule la moitié de la population vivait dans des villes de 15 000 habitants ou plus, plus de 80 % de la population du pays est aujourd'hui urbaine. Près d'un tiers des travailleurs mexicains n'ont pas d'emploi régulier et vivent de l'économie informelle, mais la classe ouvrière et les couches qui lui sont liées constituent la majeure partie de la population.

Au cours des dernières décennies, les entreprises étrangères ont installé plus de 5 000 usines, les maquiladoras. Elles emploient plus de deux millions de travailleurs, concentrés dans quelques villes proches de la frontière avec les États-Unis. Les travailleurs des maquiladoras, ainsi que les camionneurs, les cheminots et tous ceux qui les font fonctionner, occupent une place essentielle dans les chaînes d'approvisionnement de l'ensemble du continent nord-américain.

Et, malgré l'emprise de l'État sur les syndicats, ces travailleurs ont su organiser des grèves



Des travailleurs en grève à Matamoros, au nord du Mexique, au début de 2019. « Les syndicats et les patrons "tuent" la classe ouvrière » (il s'agit des syndicats subordonnés à l'État).

importantes : en 2019, à Matamoros, une vague de grèves sauvages a entraîné des dizaines de milliers de travailleurs des maquiladoras, et d'autres grèves y ont éclaté en 2020, à mesure que le Covid se propageait dans les usines.

Non seulement cette classe ouvrière possède une force qui lui permettrait d'affronter et d'écarter la classe bourgeoise nationale, mais elle aurait aussi les moyens, à l'occasion d'une révolution qui partirait du Mexique, de s'attaquer à l'impérialisme américain qui tient le Mexique sous sa coupe.

Les révolutions, lorsqu'elles se produisent, débordent les frontières nationales. Les luttes menées dans une région s'étendent à d'autres. Jusqu'où pourrait aller une révolution initiée par la classe ouvrière

mexicaine ? Les travailleurs mexicains ont d'innombrables liens personnels, culturels et économiques avec les travailleurs de toute l'Amérique latine et des Caraïbes. De plus, point crucial pour ce qui est d'en finir avec l'emprise impérialiste, il y a tous ces liens qui unissent des travailleurs mexicains aux membres de leur famille installés dans l'ouest des États-Unis, en Floride et au Texas, ainsi que dans les grandes villes comme Chicago et Saint-Louis. Aux États-Unis vivent 37 millions de personnes d'origine mexicaine, un nombre important à mettre en regard des 128 millions de Mexicains vivant sur le territoire mexicain. Ne serait-ce pas l'une des grandes ironies de l'Histoire que de voir la révolution communiste internationale partir du Mexique, cette chasse gardée de l'impérialisme

américain, avant de se propager jusqu'au cœur de la métropole elle-même ?

Bien des choses ont changé depuis 1938. Avant tout, la force potentielle de la classe ouvrière s'est considérablement accrue. Mais une chose reste inchangée : il faut créer un parti marxiste, un parti communiste révolutionnaire, et il faut qu'il gagne de l'influence dans cette classe ouvrière. Cela n'est pas propre au Mexique. Cette tâche est vitale dans le monde entier et surtout aux États-Unis, la citadelle impérialiste qui domine le monde, aujourd'hui bien plus encore qu'en 1938. Et, pour construire ce parti, il faut des femmes et des hommes comprenant au plus profond de leur être l'urgence de s'atteler à cette tâche.

27 juillet 2023



Les frères Bonneff, reporters de la cause ouvrière

Il y a un peu plus d'un siècle, deux journalistes militants, Léon Bonneff (1882-1914) et son frère Maurice (1884-1914) publient des articles et des ouvrages sur le monde du travail. En lien avec des militants ouvriers, souvent à l'occasion de grèves ou de mobilisations, ils parcourent le pays et décrivent la condition ouvrière. Outre *Les métiers qui tuent* (1905), *La vie tragique des travailleurs* (1908), et le roman *Aubervilliers* (rédigé en 1912-1913), ils publient des centaines d'articles dans la presse, notamment dans *L'Humanité*, entre 1908 et 1914. Les éditions Garnier en ont récemment réédité une centaine. Les lecteurs d'Henry Poulaille reconnaîtront dans leurs textes le monde ouvrier évoqué dans *Le pain quotidien* et *Les damnés de la terre*, qui évoquent le milieu des ouvriers du bâtiment à Paris à la même époque.

La classe ouvrière est alors en pleine transformation: la mécanisation engagée au 19^e siècle se poursuit dans de nombreux

secteurs, et des usines de plus en plus grandes se multiplient. Des centaines de milliers de ruraux migrent vers les villes et

le monde artisanal est en crise. Le mouvement ouvrier est encore jeune, mais il compte dans ses rangs, en particulier dans la



Les terrassiers du métropolitain en lutte pour la journée de huit heures, en mars 1913.



Des dockers déchargent du charbon, au Havre. À gauche, un militaire à côté de fusils en faisceau. Peinture intitulée Menace de grève de Gaston Prunier, 1903.

CGT, forte de 400 000 membres, de nombreux militants en guerre contre la classe capitaliste. Les grèves se multiplient. C'est une période où une mobilisation se solde souvent par des morts : cinq parmi les vignerons du Languedoc en 1907 ; deux grévistes tués à Raon-l'Étape (Vosges) en 1907 ; six morts parmi les ouvriers des carrières et sablières de Draveil et Ville-neuve-Saint-Georges, au sud de Paris, en 1908, etc. Georges Clemenceau, « premier flic de France », a la gâchette facile.

Les frères Bonneff s'intéressent à tous les aspects du travail ouvrier : les horaires, les salaires, les conditions de travail, les accidents et les maladies professionnelles, etc. À les lire, on mesure la férocité de l'exploitation patronale. On travaille alors dix heures par jour au bas mot, six jours par semaine, 52 semaines par an. Comme le souligne l'historien Nicolas Hatzfeld, qui présente ces textes, ils évoquent les différents secteurs de la classe ouvrière.

Dans le bâtiment, les couvreurs et les plombiers risquent

leur vie au quotidien. Les poussières des pierres, des ciments et des plâtres causent des affections respiratoires mortelles, alors qu'aucune maladie professionnelle n'est indemnisée. En juillet 1911, c'est la grève du bâtiment. On réclame la journée de neuf heures. Dans les tunnels de construction du métro, des effondrements se produisent à cause des économies faites sur la sécurité, comme aux Invalides, où un accident fait quatre morts en janvier 1914, faute d'un blindage suffisant. Les marbriers et les carriers travaillent douze heures par jour, souvent suspendus à 40 mètres au-dessus du vide, accrochés à des cordes usées. Les briquetiers travaillent à plus de 60 °C, constamment courbés, dans un caveau à l'air raréfié ; eux aussi font grève, à Villejuif, en 1910.

Dans les trains, les mécaniciens et les chauffeurs de locomotive manipulent des tonnes de charbon à chaque voyage. Chez les dockers, l'essentiel du travail se fait à dos d'homme. Les équipages des remorqueurs fluviaux font quant à eux des journées de 16 à 18 heures, dans

des conditions souvent terribles.

Les balayuses commencent le travail à 4 heures du matin. Dans les égouts, la mortalité annuelle est de 44 %, notamment à cause de la tuberculose. Les gaz causent des incendies et des explosions. Dans les fabriques d'engrais et les boyauderies d'Aubervilliers, c'est le « cercle de l'enfer » ; les conditions sont harassantes, et on commence fréquemment à 13 ans.

Les blanchisseuses débutent également à 13 ans, avant d'être elles aussi décimées par la tuberculose, ou d'avoir les mains brûlées. Dans les scieries mécaniques de Charonne et de Ménilmontant, on peut perdre une main ou un bras, ce qui donne droit à une pension de 50 francs. Les artificiers sont victimes d'accidents mortels. Les « ca-fus », qui déchargent le charbon à partir de 13 ans, meurent souvent avant 30 ans. Les ouvriers qui travaillent avec le plomb souffrent de saturnisme, avant de mourir. Ceux qui découpent l'amiante, déjà utilisé car il est incombustible et isolant, tiennent au plus cinq ans avant de mourir : leurs usines sont

appelées « abattoirs » ou « cimetières ». Ceux qui fabriquent des allumettes à Aubervilliers, les « bouts de bois », sont longtemps décimés par le phosphore blanc, qui provoque la nécrose des dents et des os, avant qu'un substitut à ce poison soit mis au point.

Les agents des postes font des tournées de 28 à 32 kilomètres par jour, qu'il pleuve, neige, vente ou qu'on suffoque, à partir de 5 h 30, neuf heures par jour, sans repos hebdomadaire. Les camelots qui vendent les journaux le soir cumulent souvent cela avec un autre emploi.

Les frères Bonneff s'intéressent aussi au travail à domicile qui mobilise de nombreuses femmes seules, et des immigrés. C'est le sweating system : brodeuses des Vosges travaillant quinze heures par jour pour les grands magasins parisiens ; ouvrières des fleurs artificielles ; lingères ; passementiers de Saint-Étienne, etc.

Depuis 1892, le travail des enfants est interdit en dessous de 13 ans, mais il demeure la règle. Les verreries emploient en grand nombre femmes et enfants, parfois très jeunes, à

l'instar de celle de Laignelet, près de Fougères, où les enfants sont recrutés à travers toute la Bretagne dès 11 ou 12 ans, et postés près des fours. À partir de 9 ou 10 ans, les danseuses s'échinent à l'Opéra. À Paris, les « petites crémières », souvent recrutées en Normandie, sont surmenées : à 15 ans, elles travaillent jusqu'à 22 heures. Les patrons se plaignent d'une crise de l'apprentissage : en réalité, la plupart du temps, les apprentis n'apprennent rien, ce sont de petits valets à tout faire. Les jeunes détenus, les orphelins et les enfants de l'Assistance font aussi l'objet d'un trafic qui en fait également des sources de profit. Dans le Nord, un commissaire de police recrute des enfants pour les travaux de nuit dans les verreries. Le recrutement s'étend aux Landes, au Pays basque et à l'Espagne, où les verreries, les tréfileries et les mines vont chaque année chercher des enfants en septembre.

L'essor industriel de cette période (mines, acier, chimie) est alimenté par toute une main-d'œuvre immigrée : Belges, Allemands, Italiens ; mineurs marocains en Lorraine ou à Pon-

tigny dans le Calvados ; ouvriers chinois dans une usine de viscosose (soie artificielle) à Arques-la-Bataille près de Dieppe, etc. En France, la classe ouvrière est déjà d'origine internationale.

Les frères Bonneff ne se contentent pas d'écrire un réquisitoire sur la condition ouvrière. Ils soulignent le rôle joué par les luttes, cherchent à les faire connaître, appellent à aider les « soupes communistes » mises en place pour nourrir les grévistes. Ils ne prennent pas position dans certains débats de leur temps, par exemple entre le syndicalisme révolutionnaire de la CGT et le socialisme parlementaire de la SFIO. Mais, par leur plume alerte au service de la cause ouvrière, ils combattent la classe capitaliste et célèbrent le mouvement ouvrier naissant. Mobilisés en août 1914, ils meurent au front quelques semaines après le début de la guerre.

Les frères Bonneff, reporters du travail. Articles publiés dans L'Humanité de 1908 à 1914, présentés par Nicolas Hatzfeld, Garnier, 2021.

10 septembre 2023

Les autres publications de Lutte ouvrière

L'hebdomadaire

lutte ouvrière



Notre hebdomadaire défend un point de vue de classe sur toute l'actualité politique, économique, sociale, nationale et internationale. Nous y publions les articles de nos correspondants d'entreprise sur les luttes, les grèves et l'actualité sociale en général.
Prix : 1,50 €.

Éditoriaux, brèves, agendas, actualités en régions, vidéos, communiqués... Retrouvez toute l'actualité de Lutte ouvrière sur notre portail : www.lutte-ouvriere.org

Les exposés du Cercle Léon Trotsky



Lutte ouvrière organise régulièrement à Paris des réunions du Cercle Léon Trotsky, au cours desquelles sont exposées ses positions sur de nombreuses questions politiques du passé et du présent. Ces exposés sont édités sous forme de brochures, dont la liste complète est disponible sur le site de Lutte ouvrière à l'adresse : www.lutte-ouvriere.org/publications/CLT. Prix : 2 €.

Les dernières conférences :

Afrique : face aux rivalités impérialistes, pour une politique de la classe ouvrière
(N° 173, 13 juin 2023)

Le mouvement ouvrier organisé face aux deux guerres mondiales
(n° 172, 15 avril 2023)

La Chine depuis Mao : face aux pressions impérialistes et aux menaces de guerre
(n° 171, 10 mars 2023)

Révolte en Iran : face à une dictature obscurantiste, élément de l'ordre impérialiste
(n° 170, 4 février 2023)

L'Ukraine, terrain d'affrontement entre l'impérialisme et la Russie
(n° 169, 19 novembre 2022)

Toutes les brochures sont à commander sur la page : www.lutte-ouvriere.org/publications/commander



Organisation des travailleurs révolutionnaires (Haïti)
Les luttes de la classe ouvrière pour son indépendance politique
Édité par Lutte ouvrière
Prix 15 €



Les éditions Les Bons caractères publient des romans historiques et sociaux, des témoignages et des ouvrages théoriques qui contribuent à la défense des idées progressistes, laïques, sociales, antiracistes et antixénophobes.

Catalogue et commandes sur le site lesbonscaracteres.com

Thomas Rose

Les socialistes en France 1871-1914

Collection Éclairage

Prix de chaque tome : 8,20€

Tome 1 : Les tentatives d'un parti de classe 1871-1898



Tome 2 : Du ministérialisme à l'Union sacrée 1898-1914



Georg Scheuer
Seuls les fous n'ont pas peur
Scènes de la guerre de trente ans (1915-1945)
Collection Témoignages
Prix : 15€



Lisez la presse révolutionnaire internationale!

AFRIQUE



Mensuel trotskyste publié par l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes
P.A.T. – BP 42 – 92114 CLICHY CEDEX
<http://www.uatci.org>

ALLEMAGNE



Das rote Tuch – Mensuel du Bund Revolutionärer Arbeiter
Abonnement un an: Allemagne 11 €, autres pays 15 €
Correspondance:
Das rote Tuch,
Postfach 10 08 02, 45008 ESSEN – ALLEMAGNE
<http://www.bund-revolutionaerer-arbeiter.org>

BELGIQUE



Lutte ouvrière – Arbeidersstrijd
Correspondance:
BP 54, rue de la Clef
7000 MONS – BELGIQUE
<http://www.lutte-ouvriere.be>
<http://www.arbeidersstrijd.be>

ESPAGNE



Correspondance:
boletinvozobrera@yahoo.es
APARTADO DE CORREOS – 10210 – SEVILLA – ESPAGNE
<http://www.vozobrera.org>



ÉTATS-UNIS



Bimensuel trotskyste
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique
six mois: 13 \$ – un an: 26 \$
Autres pays, 6 mois: 19 \$ – un an: 37 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND
21203 – USA
<http://www.the-spark.net>



Revue trimestrielle publiée par The Spark
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique,
un an (4 numéros): 16 \$
Autres pays, un an (4 numéros): 25 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND
21203 – USA

FRANCE



Hebdomadaire trotskyste
Prix: 1,50 €
Abonnements: France – DOM TOM,
six mois: 25 €; un an: 50 €
Autres pays, par avion, sous pli fermé:
nous consulter
Versements à LUTTE OUVRIÈRE –
CCP PARIS 26 274 60 R
www.lutte-ouvriere-journal.org

GRANDE-BRETAGNE



Mensuel
Abonnement: écrire à la boîte postale
<http://www.w-fight.org>
contact e-mail: contact@w-fight.org



Trimestriel publié par Workers' Fight
BM ICLC – LONDON WC1N 3XX –
GRANDE-BRETAGNE
Abonnement 1 an:
GB £8 – Reste de l'Europe: £10

GUADELOUPE - MARTINIQUE



Bimensuel trotskyste
Abonnement un an: Pli fermé: 30,50 € –
Pli ouvert: 23 €
Guadeloupe:
Combat ouvrier – Philippe Anaïs
1111 Rés. Matéliane, l'Aiguille –
97128 GOYAVE
Martinique:
Combat Ouvrier – Louis Maugée
BP 821 – 97258 FORT-DE-FRANCE
CEDEX
<http://www.combat-ouvrier.com>

HAÏTI



Mensuel révolutionnaire internationaliste publié par l'Organisation des travailleurs révolutionnaires (UCI)
BP 2074 – PORT-AU-PRINCE – HAÏTI
e-mail: vdtravailleurs@yahoo.fr

ITALIE



Mensuel du Cercle ouvrier communiste
via Ippolito Nievo 32-57100 LIVORNO –
ITALIE
Abonnement 1 an: 12 €
<http://www.linternazionale.it> – contact
e-mail: linternazionale@tin.it

TURQUIE



Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe)
Mensuel trotskyste
Correspondance:
BM ICLC – LONDON WC1N 3XX –
GRANDE-BRETAGNE
<http://www.sinifmucadelesi.net>